



**PASSONS
À L'ÉTAPE
SUIVANTE**

Dans le cadre de la revue
des déchets radioactifs du Canada

Stratégie intégrée pour les déchets radioactifs

Rapport sur ce que nous avons entendu (1)

Sommet sur les déchets radioactifs canadiens
30 mars - 1 avril 2021

Table des matières

Introduction	4
Aperçu – Principaux éclairages apportés par le Sommet	6
<ul style="list-style-type: none"> • Aperçu – Renseignements de base sur le Sommet • Aperçu – Principaux thèmes dégagés des ateliers en groupes réduits 	
Principes (proposés aux participants)	10
<ul style="list-style-type: none"> • Principes (tels qu'ils ont été révisés à la suite des séances de discussions en groupes réduits) 	
Résumés des séances plénières	13
Première journée, le mardi 30 mars 2021	
<ul style="list-style-type: none"> • Prière d'ouverture et mot de bienvenue • Remarques de la SGDN sur la Stratégie intégrée pour les déchets radioactifs • Mise à jour de Ressources naturelles Canada (RNC) sur la modernisation de la politique canadienne en matière de déchets radioactifs • La ligne de départ : ce que nous avons appris de la recherche sur les attitudes du public • Panel avec questions – Faire le point sur la gestion des déchets actuelle • Les futurs possibles – Analyse prospective de ce à quoi la société pourrait ressembler dans un siècle et plus 	
Deuxième journée, le mercredi 31 mars 2021	23
<ul style="list-style-type: none"> • Prière d'ouverture et mot de bienvenue • Le troisième secteur : perspectives d'organisations de la société civile, d'activistes et d'environnementalistes • Les générations futures : perspectives des jeunes • Mino Bimaadiziwin – Vivre une bonne vie • Les déchets nucléaires : perspectives pour le futur • Qu'en pensent les voisins? Le point de vue des collectivités avoisinantes aux installations de gestion de déchets 	
Troisième journée, le jeudi 1er avril 2021	36
<ul style="list-style-type: none"> • Prière d'ouverture et mot de bienvenue • Discours principal – Laissez de côté vos hypothèses • La mise en oeuvre des options techniques pour les déchets de faible et moyenne activité sur le plan international • Un regard en arrière: leçons tirées de projets antérieurs • L'innovation dans la gestion des déchets • Séance de clôture • Prière de clôture 	



Annexe – Ateliers	49
<ul style="list-style-type: none">• Aperçu du processus de discussion en ateliers• Aperçu de la première séance d’ateliers• Aperçu de la deuxième séance d’ateliers	
Thèmes des ateliers – Ce que nous avons entendu	50
<ul style="list-style-type: none">• Première conclusion principale : éducation et concertation publique• Deuxième conclusion principale : communication et langage• Troisième conclusion principale : la sûreté est primordiale• Quatrième conclusion principale : durabilité et environnement• Cinquième conclusion principale : une stratégie par et pour les Canadiens	
Annexe – Mini-sondages en direct	55
<ul style="list-style-type: none">• Questions des mini-sondages• Résultats	
Annexe – Campagne promotionnelle – Médias sociaux	57
Annexe – 11 Principes : texte intégral utilisé lors de la séance de discussion	60



Introduction

Le ministre des Ressources naturelles du Canada (RNCan) a demandé à la Société de gestion des déchets nucléaires (SGDN) de travailler en collaboration avec les Canadiens et les peuples autochtones à l'élaboration d'une **Stratégie intégrée pour les déchets radioactifs** en parallèle à l'examen de la politique de gestion des déchets radioactifs du gouvernement. La SGDN a été invitée à diriger ce travail parce qu'elle possède près de 20 ans d'expertise reconnue dans la concertation avec les Canadiens et les peuples autochtones pour la planification de la gestion à long terme sûre du combustible nucléaire irradié. L'élaboration de cette stratégie représente une nouvelle étape, qui consiste à cerner et à pallier les lacunes actuelles et à envisager ce que l'avenir pourrait réserver.

Les plans de gestion à long terme des déchets de faible et de moyenne activité comportent des lacunes et le Canada ne dispose pas d'une stratégie intégrée pour l'ensemble de ses déchets radioactifs. Bien que tous les déchets radioactifs canadiens soient actuellement gérés de manière sûre, le Canada ne s'est pas donnée de plan qui garantira que les personnes et l'environnement seront protégés jusque dans un avenir très lointain. Une stratégie intégrée doit être élaborée en tenant compte de l'avis des citoyens, du consensus scientifique international et des meilleures pratiques en vigueur dans le monde afin d'assurer la protection à long terme des personnes et de l'environnement.

Le **Sommet sur les déchets radioactifs canadiens** a marqué le coup d'envoi du processus de concertation entrepris pour aider à élaborer une stratégie de gestion intégrée. Il a été conçu pour offrir un espace commun sécurisant permettant à de multiples voix d'être entendues, de mettre les participants en relation de façons nouvelles et constructives, et de présenter un éventail de voix et de perspectives sur les enjeux importants associés à l'élaboration d'une stratégie intégrée pour les déchets radioactifs canadiens.

Les intervenants représentaient les peuples autochtones, des organisations de la société civile, l'industrie, les fonctionnaires municipaux, les jeunes et des organisations étrangères. L'événement de trois jours, qui s'est tenu du 30 mars au 1^{er} avril 2021, était gratuit et ouvert à toute personne intéressée. Il ne s'agissait pas d'un événement technique; il visait plutôt à donner l'occasion aux participants, qui ne sont peut-être pas au courant de tous les enjeux, d'entendre un éventail de voix exprimant différentes considérations ainsi que de poser des questions et de participer à des ateliers en groupes réduits pour explorer ces sujets et faire part de leurs idées.

Ce rapport résume ce que les participants au sommet ont dit à la SGDN. La SGDN utilisera ces informations pour orienter le processus de concertation qu'elle mènera avec les Canadiens et les peuples autochtones au cours des prochains mois pour comprendre leurs priorités et les options qu'ils privilégieraient pour la gestion des déchets radioactifs canadiens. La SGDN prévoit d'entamer en mai 2021 des séances locales de dialogue avec les peuples autochtones, les jeunes, les représentants élus et les personnes intéressées des collectivités où les déchets sont actuellement stockés, ainsi que d'organiser diverses tables rondes et de multiples séances techniques pour les experts. Les informations et les éclairages tirés de ces échanges, ainsi que l'orientation offerte par la Politique modernisée sur les déchets radioactifs de Ressources naturelles Canada, seront mises à profit pour



formuler des recommandations sur une Stratégie intégrée pour les déchets radioactifs. Ces recommandations seront présentées au gouvernement plus tard en 2021.

La SGDN est profondément résolue à mener un processus de concertation transparent et inclusif et tient à souligner qu'il n'y a actuellement aucun résultat déterminé à l'avance. La SGDN s'est engagée à rendre compte de l'ensemble du processus. Elle a créé une plateforme pour fournir aux personnes qui décident de participer les informations dont elles ont besoin sur le projet – www.plandechetsradioactifs.ca.

Les documents produits dans le cadre de ce sommet, y compris les vidéos de toutes les séances plénières et les documents distribués, peuvent être consultés en ligne. Les possibilités qui vous seront offertes dans le futur de participer et de faire part de vos idées sont également indiquées sur la plateforme en ligne du projet. Votre participation et votre contribution sont les bienvenues.



Aperçu – Principaux éclairages apportés par le Sommet

- La priorité du gouvernement fédéral est de préserver la santé et la sécurité des citoyens et de l'environnement.
- Un sondage commandé par la SGDN a révélé que la sûreté, le transport et les solutions de rechange en matière de gestion à long terme étaient les priorités du public. Le coût de la gestion des déchets radioactifs était moins prioritaire pour les gens que les questions d'efficacité et de sûreté.
- Les commentaires des participants ont largement confirmé le bien-fondé des principes directeurs proposés pour guider la stratégie intégrée. Les participants ont insisté pour que la sûreté et la sécurité soient les plus hautes priorités, suivies de l'éducation. Le savoir autochtone devrait aussi se voir accorder une priorité élevée et faire l'objet d'une « pollinisation croisée » avec les connaissances scientifiques. Il a été recommandé d'ajouter explicitement la « santé » aux principes.
- Il est important d'écouter les peuples autochtones pour restaurer un climat de confiance, établir des relations et promouvoir l'importance de la réconciliation.
- Tirer des enseignements du savoir autochtone est essentiel pour le processus d'élaboration de la stratégie.
- Favoriser la réussite des Autochtones doit être un élément clé de tout processus de développement. Cette intention doit aller au-delà d'une volonté de réfléchir aux traumatismes subis et de réparer les injustices infligées.
- Les cérémonies sont à la base des processus de décision des collectivités autochtones; sans elles, les négociations sont considérées comme irrespectueuses et sans fondement.
- Une concertation élargie est nécessaire pour obtenir une réelle adhésion à une stratégie acceptable pour tout le monde au Canada.
- L'éducation a été mentionnée à plusieurs reprises.
- L'importance du dialogue avec les jeunes a été soulignée.
- L'expérience internationale montre que deux des plus grands défis associés aux projets de gestion à long terme des déchets radioactifs sont le transfert des connaissances lorsque les rôles politiques changent et la participation des jeunes.
- Certains groupes étaient réticents à participer au Sommet; il sera donc important de continuer d'offrir des possibilités de participation tout au long du processus.
- Le racisme environnemental est un prisme important à travers lequel on peut examiner les décisions passées et éclairer les approches futures.

Remarque : la section « Résumés des séances plénières » donne un aperçu des principaux enjeux soulevés à chacune des séances.



Aperçu – Renseignements de base sur le Sommet

3 jours – 30 mars au 1^{er} avril 2021

- Toutes les séances ont été sous-titrées en anglais et en français à des fins d'accessibilité
- Les possibilités de participation comprenaient des sondages, des séances de questions et des ateliers en groupes réduits



19 séances plénières

- 4 ateliers en groupes réduits (2 en anglais et 2 en français) avec de multiples discussions animées par des modérateurs indépendants



Plus de **500** personnes inscrites, dont un peu moins de 15 % s'identifiant comme des Métis ou des membres des Premières Nations

- 9 provinces et territoires étaient représentés



35 participants de 16 autres pays



65 conférenciers et animateurs – dont 25 % étaient des Autochtones

- L'âge des intervenants allait de moins de 20 ans à plus de 85 ans



Raisons de la participation au sommet

Dans le cadre d'un sondage mené en direct pendant le Sommet, les participants ont indiqué les raisons pour lesquelles ils avaient décidé de participer :

- Pour apprendre/entendre d'autres points de vue (28 %)
- Pour comprendre comment eux-mêmes ou leur organisation pourraient participer au cours des prochains mois (25 %)
- Pour savoir comment la stratégie sera élaborée (24 %)
- Pour en savoir plus sur les enjeux (16 %)
- Pour faire part du point de vue de leur organisation (3 %).



Aperçu – Principaux thèmes dégagés des ateliers en groupes réduits

Le Sommet sur les déchets radioactifs canadiens comprenait deux séances d'ateliers en groupes réduits qui ont permis aux participants de discuter de manière approfondie ainsi que de faire part de leurs diverses opinions et perspectives.

Les objectifs de ces ateliers étaient les suivants :

1. Inviter les participants à engager un large dialogue dirigé en vue d'élaborer une stratégie intégrée de gestion des déchets radioactifs canadiens.
2. Faire en sorte, dans la mesure du possible, qu'un large éventail de points de vue soit pris en considération dès le début pour aider à orienter la stratégie.
3. Déterminer les principes directeurs et les objectifs de la stratégie, ainsi que les questions et les enjeux clés qui devront être abordés.

Première conclusion principale : éducation et participation du public

De nombreux participants aux ateliers ont souligné l'importance d'éduquer le public en échangeant avec lui pendant l'élaboration de la stratégie. Ils ont convenu qu'il y a du travail à faire dans ce domaine et que cette éducation est essentielle à la réussite du processus.

Deuxième conclusion principale : communication et langage

D'une manière générale, le concept de la « communication » était important pour ceux et celles qui ont participé aux ateliers. Les participants ont souligné la nécessité de communications claires et inclusives qui démontrent l'urgence de la situation et qui fournissent un contexte supplémentaire. Un engagement envers la communication augmentera la confiance et la transparence.

Troisième conclusion principale : la sûreté est primordiale

Un autre thème qui est ressorti des discussions est l'importance de la sûreté par rapport à la santé, aux collectivités et à l'environnement. De nombreux participants ont souligné que la sûreté devait être le principal élément à prendre en considération dans l'élaboration de la stratégie.

Quatrième conclusion principale : durabilité et environnement

La durabilité a également fait l'objet de discussions au cours des ateliers, notamment en ce qui concerne la minimisation de l'empreinte carbone et du fardeau environnemental pour les années à venir. Il sera dorénavant important de maximiser l'efficacité et de faire en sorte que l'industrie agisse de manière plus durable. Par exemple, quelques participants ont soulevé la possibilité de réutiliser le combustible. L'industrie devrait chercher des moyens de réutiliser les déchets actuels.



Cinquième conclusion principale : une stratégie par et pour les Canadiens

Globalement, au cours des ateliers, les participants ont clairement indiqué que cette stratégie devra être créée par et pour les Canadiens et que cette dimension est essentielle pour que la stratégie soit acceptée par la population. Il est important que divers groupes, comme les collectivités autochtones, les experts techniques et scientifiques, les universitaires, les collectivités hôtes et les municipalités environnantes, puissent se faire entendre au cours du processus de concertation. Une stratégie inclusive reflétera les volontés de la population.

Remarque : la section « Ateliers » fournit un résumé plus détaillé.



Principes (proposés aux participants)

- **La sûreté doit être le principe cardinal** guidant l'élaboration et la mise en oeuvre de la stratégie. Aucune autre considération ne doit compromettre la sûreté.
- La stratégie doit **assurer la sécurité des installations, des matériaux, des infrastructures et des informations**.
- La stratégie doit **assurer la protection de l'environnement**, ce qui comprend la protection de l'air, de l'eau, du sol, de la faune et de l'habitat.
- La stratégie doit être élaborée et mise en oeuvre de manière **à satisfaire, voire à surpasser, les exigences réglementaires** en matière de santé, de sûreté, de protection des personnes et de l'environnement.
- La stratégie doit être **élaborée de manière transparente**. Le public pourra facilement consulter les informations utilisées pour son élaboration.
- La stratégie doit **s'appuyer sur les meilleures connaissances disponibles**, ce qui comprend les sciences fondamentales, les sciences sociales, le savoir local et les bonnes pratiques internationales.
- La stratégie doit **respecter les droits des autochtones et leurs traités** et prendre en considération toute revendication des peuples autochtones auprès du gouvernement fédéral qui n'a pas encore été résolue.
- La stratégie doit être **élaborée de manière à informer le public et à ouvrir un dialogue avec lui**. Il sera important de fournir proactivement des informations faciles à comprendre aux personnes les plus susceptibles d'être touchées par la mise en oeuvre de la stratégie. Il faudra écouter les questions et les préoccupations, en prendre acte et fournir des réponses.
- Dans la mesure du possible, la stratégie **devrait mettre à contribution les projets existants** de gestion à long terme des déchets nucléaires du Canada.
- La stratégie doit être **élaborée et mise en oeuvre selon un plan financier responsable** afin d'éviter que le coût des projets n'alourdisse le fardeau financier des consommateurs d'électricité, des contribuables et des générations futures.
- La stratégie **devrait prendre en compte le savoir autochtone et les connaissances traditionnelles**. Pour être robuste, elle doit en effet intégrer les connaissances traditionnelles et les modes de vie des Premières Nations, y compris la connaissance du territoire et de l'environnement. Elle doit également intégrer les valeurs et les principes favorisant le développement et le maintien de relations fructueuses et porteuses de sens.



Principes (tels qu'ils ont été révisés à la suite des séances de discussions en groupes réduits)

Remarque : le bleu indique les ajouts apportés au texte. Notez que certains principes ont été combinés pour plus de clarté

- **La sûreté doit être le principe cardinal** guidant l'élaboration et la mise en oeuvre de la stratégie. Aucune autre considération ne doit compromettre la sûreté, **ce qui englobe la protection de la santé humaine.**
- La stratégie doit **assurer la sécurité des installations, des matériaux, des infrastructures et des informations.**
- La stratégie doit **assurer la protection de l'environnement**, ce qui comprend la protection de l'air, de l'eau, du sol, de la faune et de l'habitat.
- La stratégie doit être élaborée et mise en oeuvre de manière **à satisfaire, voire à surpasser, les exigences réglementaires** en matière de santé, de sûreté, de protection des personnes et de l'environnement.
- La stratégie doit **s'appuyer sur les meilleures connaissances disponibles**, ce qui comprend le savoir traditionnel autochtone, les sciences fondamentales, les sciences sociales, le savoir local et les bonnes pratiques internationales. Pour être robuste, le savoir et les modes de vie traditionnels, ce qui comprend la connaissance du territoire et de l'environnement, doivent être intégrés à l'ensemble de la stratégie. Celle-ci doit également intégrer les valeurs et les principes favorisant le développement et le maintien de relations fructueuses et porteuses de sens.
- La stratégie doit **respecter les droits des autochtones et leurs traités** et prendre en considération toute revendication des peuples autochtones auprès du gouvernement fédéral qui n'a pas encore été résolue.
- La stratégie doit être **élaborée d'une manière transparente qui informe le public, y compris les jeunes et les peuples autochtones, et qui ouvre un dialogue avec lui.** Il est important de fournir proactivement des informations faciles à comprendre aux personnes les plus susceptibles d'être touchées par la mise en oeuvre de la stratégie. Il faudra écouter les questions et les préoccupations, en prendre acte et fournir des réponses. Le public devra pouvoir facilement consulter les informations utilisées pour l'élaboration de la stratégie.
- La stratégie doit **être élaborée et mise en oeuvre selon un plan financier responsable** afin d'éviter que le coût des projets n'alourdisse le fardeau financier des consommateurs d'électricité, des contribuables et des générations futures.
- Dans la mesure du possible, la stratégie **devrait mettre à contribution les projets existants** de gestion à long terme des déchets nucléaires du Canada.





Résumés des séances plénières

Aperçu du programme du Sommet canadien sur les déchets radioactifs

L'ordre du jour du sommet sera publié bientôt. Entre-temps, jetez un coup d'œil à l'ordre du jour préliminaire.



Jour 1 le mardi 30 mars 2021

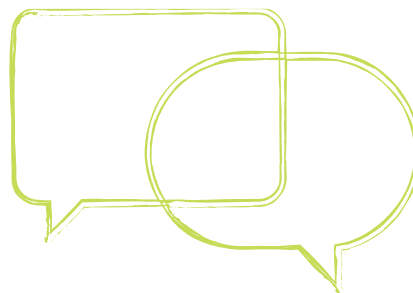
- | | |
|--|---|
| <p>09:00 Ouverture du salon virtuel</p> <p>09:30 Reconnaissance de territoire traditionnel</p> <p>09:35 Prière d'ouverture</p> <p>10:05 Mot de bienvenue</p> <p>10:15 Discours liminaire</p> <p>10:40 Pause santé</p> <p>10:45 Discours principal: Mise à jour sur la modernisation de la Politique canadienne en matière de déchets radioactifs</p> <p>11:20 Discours principal: La ligne de départ: ce que nous avons appris de la recherche sur les attitudes du public</p> <p>12:00 Pause dîner</p> <p>12:30 Panel avec questions: Faire le point sur la gestion des déchets actuelle</p> <p>13:15 Pause santé</p> <p>13:20 Discours principal: Les futurs possibles - analyse projective de ce que à quoi la société pourrait ressembler dans un siècle et plus</p> | <p>13:55 Pause santé</p> <p>14:00 Introduction aux ateliers: Valider les principes sur lesquels élaborer la stratégie intégrée sur les déchets radioactifs</p> <p>14:15 Sortie vers les ateliers</p> <p>14:20 Ateliers: discussions sur la validations des principes sur lesquels élaborer la stratégie intégrée sur les déchets radioactifs</p> <p>15:30 Pause santé</p> <p>15:45 Panel: Rapport des modérateurs - Valider les principes sur lesquels élaborer la stratégie intégrée sur les déchets radioactifs</p> <p>16:20 Mot de la fin - première journée</p> <p>16:30 fin de la première journée</p> |
|--|---|



Première journée, le mardi 30 mars 2021

Prière d'ouverture et mot de bienvenue

- **Imelda Perley**, aînée, Première Nation St. Mary's/Première Nation de Tobique, Nouveau-Brunswick
- **Karine Glenn**, directrice de projet stratégique, Société de gestion des déchets nucléaires



Objectif de la prière d'ouverture : communiquer les intentions et les perspectives autochtones sur la façon d'avoir interactions constructives tout au long du sommet.

Au cours de la prière d'ouverture, l'aînée Perley a expliqué aux participants du sommet le principe autochtone des Sept générations, symbolisé par le foin d'odeur. Aussi beau que soit le foin d'odeur, on ne cueille pas le premier brin aperçu, a-t-elle dit, on le laisse à la génération suivante. On ne cueille pas non plus le second, il est destiné à la deuxième génération à venir. Et ainsi de suite. On ne cueille que le huitième. Cela nous apprend à préserver les dons de la nature et nous rappelle notre responsabilité de les transmettre.

Le foin d'odeur a été allumé et l'aînée Perley a souhaité que sa fumée ouvre les oreilles des délégués pour qu'ils respectent ce que les autres ont à raconter; qu'elle ouvre leur cœur pour qu'ils comprennent; et qu'elle lave la négativité de leurs mains afin que celles-ci puissent se joindre symboliquement pour rédiger ensemble les textes requis – les propositions, les engagements et les politiques – en favorisant le bien de tous.

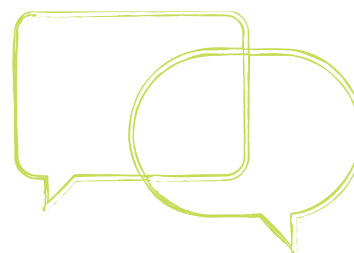
Karine Glenn a souhaité la bienvenue aux participants, qui étaient au nombre de 307 au total pendant les trois jours du sommet. Mme Glenn a rappelé aux participants que les déchets radioactifs sont actuellement gérés de manière sûre, mais que les plans de gestion à long terme de ces déchets comportent des lacunes. Elle a décrit l'objectif du sommet comme un exercice d'écoute mutuelle visant à déterminer la voie à suivre pour créer une stratégie à long terme intégrée au cours des mois à venir. Les membres de l'auditoire ont été interrogés sur les motifs de leur participation et la réponse la plus fréquente a été qu'ils souhaitent apprendre en entendant le point de vue d'autres personnes sur le sujet.



Remarques de la SGDN sur la Stratégie intégrée pour les déchets radioactifs

Objectif : présenter les aspects de la discussion sur la Stratégie intégrée pour les déchets radioactifs.

Conférencière : **Laurie Swami**, présidente et chef de la direction, Société de gestion des déchets nucléaires (SGDN)



Laurie Swami a souligné que le sommet représentait la « première étape » d'un processus d'élaboration d'une Stratégie intégrée pour les déchets radioactifs (SIDR). Les innombrables bienfaits apportés par la technologie nucléaire aux Canadiens ont été largement démontrés au cours des 60 dernières années, entre autres dans les domaines de la médecine et de la recherche. Quelle que soit l'opinion des participants sur l'industrie nucléaire, il existe aujourd'hui près de 3 millions de mètres cubes de déchets radioactifs qui devront être traités de manière responsable. Seulement deux pour cent de ces déchets sont du combustible de haute activité. Ce combustible est géré suivant un plan fondé sur les meilleures pratiques internationales. Les déchets de faible et moyenne activité, eux, nécessiteront un plan d'ensemble, plus complet que ce qu'offrent les solutions actuelles, qui sont sûres, mais de nature provisoire.

L'objectif de la SGDN pour la fin de l'année 2021 est de présenter au ministre des Ressources naturelles du Canada une stratégie intégrée de gestion des déchets radioactifs qui s'appuiera sur le point de vue d'un éventail diversifié de Canadiens et d'Autochtones. Le processus d'élaboration de cette stratégie sera ouvert et inclusif, et aucun résultat de ce processus n'est déterminé à l'avance. Le savoir et les points de vue des Autochtones seront intégrés et respectés.

Les questions de l'auditoire ont notamment porté sur les raisons pour lesquelles la SGDN s'est vu confier cette responsabilité. Mme Swami a répondu évoquant la vaste expérience acquise par la SGDN dans l'obtention contribution du public au plan de gestion du combustible irradié : plus de 20 000 Canadiens et Autochtones ont participé à ce processus. Une autre question visait à savoir en quoi se différenciait ce processus d'élaboration par rapport à d'autres projets d'élimination de la SIDR. Mme Swami a répondu que ce processus *commencerait* par la recherche de commentaires et que les commentaires du public auraient une importance primordiale.

Une autre question concernait le transport; dans sa réponse, Mme Swami a mis l'accent sur la sûreté du processus existant. Le transport du combustible irradié fait partie du processus dirigé par la SGDN de construction d'un DGP (dépôt géologique en profondeur). Une approche similaire sera adoptée pour la SIDR. Une question a été posée concernant la *mise en oeuvre* à plus long terme de la SIDR. Mme Swami a répondu qu'il n'est pas prévu pour l'instant que la SGDN se charge de ce travail. Des dialogues ouverts éclaireront les recommandations présentées pour la stratégie. Un participant se demandait si le travail d'EACL avait été mis de côté. Mme Swami a assuré que ce n'était pas le cas. Avant 1996, EACL a mené des recherches et un programme technique sur les stratégies d'élimination du



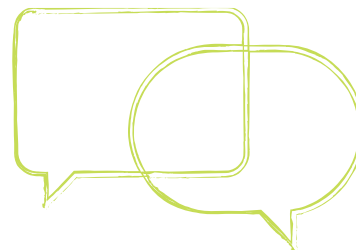
combustible irradié. Ce processus a donné lieu à une proposition de projet. Plus tard, la SGDN a repris ce travail pour créer une voie d'avenir socialement acceptable. Pour la SIDR, la SGDN s'inspirera du travail qu'elle a réalisé au début des années 2000 pour mieux comprendre les priorités des Canadiens, affiner ses valeurs organisationnelles et intégrer les meilleures pratiques internationales et les connaissances scientifiques.



Mise à jour de Ressources naturelles Canada (RNCan) sur la modernisation de la politique canadienne en matière de déchets radioactifs

Objectif : expliquer pourquoi une stratégie intégrée est nécessaire et présenter ce que RNCan a entendu jusqu'à maintenant dans le cadre de son examen de la politique.

Conférencier : **Shawn Tupper**, sous-ministre délégué, Ressources naturelles Canada



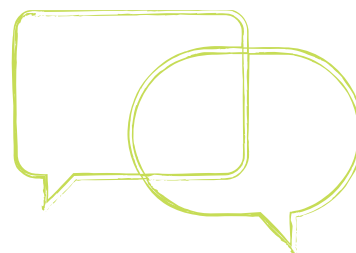
Shawn Tupper a expliqué la position du gouvernement sur l'énergie nucléaire et le contexte dans lequel s'inscrit la Stratégie intégrée pour les déchets radioactifs. Il a offert aux participants quelques perspectives sur les huit décennies d'expérience canadienne en matière de technologies nucléaires. Cette industrie fournit 15 % de l'électricité au Canada, contribue à hauteur de 17 milliards de dollars au PIB et emploie 76 000 personnes. La gestion sûre des déchets de l'énergie nucléaire représente un défi. La priorité du gouvernement fédéral est de protéger la santé et la sécurité des citoyens ainsi que l'environnement.

Récemment, l'Agence internationale de l'énergie atomique a réalisé un examen du secteur nucléaire canadien et a recommandé la modernisation du cadre de gestion des déchets radioactifs. En réponse à cette recommandation, le gouvernement fédéral a entrepris de moderniser sa politique pour qu'elle soit fondée sur les meilleures données scientifiques disponibles, qu'elle soit conforme aux meilleures pratiques internationales et qu'elle reflète les valeurs et les priorités des Canadiens. Un élément clé de ce processus de révision est la collecte de données par la SGDN en vue de l'élaboration d'une stratégie intégrée pour les déchets radioactifs.



La ligne de départ : ce que nous avons appris de la recherche sur les attitudes du public

Objectif : communiquer les résultats d'une récente recherche sur les attitudes du public à l'égard des principes et des considérations qui devraient sous-tendre la gestion à long terme des déchets radioactifs de faible et de moyenne activité.



Conférencier : **Pat Beauchamp**, vice-président, recherche et analyse, Hill+Knowlton Strategies.

Pat Beauchamp a décrit les principaux éclairages fournis par une enquête menée au début de 2021 auprès de 1 625 personnes, un nombre considéré comme suffisant pour obtenir un échantillon représentatif des groupes régionaux et démographiques qui composent la population canadienne. Il est intéressant de noter que de nombreux points de convergence ont été exprimés. Les opinions des répondants sur la question des déchets radioactifs ne variaient pas de façon importante d'une région à l'autre. Cependant, même si les répondants s'entendaient sur la direction que devrait prendre le Canada, ils avaient des opinions différentes sur « la meilleure façon d'y arriver ».

Parmi les principaux constats, on peut citer que le public perçoit les propriétaires de déchets comme étant les experts techniques dans le domaine, tandis que le gouvernement est perçu comme étant le groupe le plus important pour assurer la transparence, la reddition de compte et la sauvegarde de l'intérêt public.

Les principales questions du public concernaient la sûreté, le transport et les solutions de rechange pour la gestion à long terme. Ils se sont également intéressés à l'utilisation future de l'énergie nucléaire, qui aura une incidence sur la quantité de déchets à gérer à l'avenir. Le coût de la gestion des déchets radioactifs était moins prioritaire pour les gens que leur gestion efficace et sûre.

Les résultats de l'enquête comprenaient une série de propositions de principes directeurs qui avaient été élaborés par la SGDN en tenant compte des commentaires reçus dans le cadre de son processus de concertation sur la gestion à long terme du combustible irradié. Les commentaires fournis lors des ateliers de discussion en groupes réduits tenus lors du sommet seront utilisés pour affiner ces principes. Pour le futur processus d'élaboration de la stratégie intégrée de gestion des déchets radioactifs, il faudra faire en sorte que le public comprenne bien qui sont les acteurs qui interviennent dans ce cadre réglementaire complexe, ce qui renforcera la confiance du public.

[Pour plus d'informations sur cette enquête et ses résultats, veuillez consulter la présentation complète en suivant ce lien.](#)



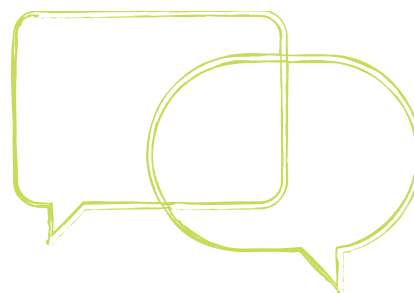
PANEL avec questions – Faire le point sur la gestion des déchets actuelle

Objectif : donner un aperçu de la surveillance réglementaire actuelle, des pratiques de gestion des déchets radioactifs, y compris des efforts de réduction des déchets, ainsi que des projets en cours de gestion à long terme des déchets radioactifs canadiens.

Modératrice : **Kavita Murthy**, directrice générale, Direction de la réglementation du cycle et des installations nucléaires, Commission canadienne de sûreté nucléaire (CCSN)

Panélistes :

- **Mahrez Ben Belfadhel**, ancien vice-président, sélection des sites, Société de gestion des déchets nucléaires (SGDN)
- **Liam Mooney**, vice-président, sûreté, santé, environnement, qualité et relations avec les autorités de réglementation, Cameco Corporation
- **Jason Van Wart**, vice-président, gestion des déchets nucléaires et des services commerciaux, Ontario Power Generation (OPG)



Discussion :

La séance commence par une brève mise en contexte. Selon les préoccupations du public exprimées au cours du processus mené par la CCSN, une solution intégrée de gestion à long terme des déchets serait un sujet prioritaire et une condition préalable essentielle à la construction de nouvelles installations nucléaires au Canada.

Les participants ont été informés du fait qu'OPG appuie le principe de la réduction des déchets, se sont vu donner un aperçu illustrant les divers types de déchets et ont pris connaissance de l'appui par OPG du concept du dépôt géologique en profondeur (DCG) utilisé pour le combustible irradié, lequel est conforme aux meilleures pratiques internationales. L'engagement d'OPG envers l'innovation est reflété par son adhésion aux 3 R environnementaux : réduire, réutiliser et recycler. Le projet de laboratoire du McMaster Innovation Park, qui a créé plus de 30 emplois pour faire progresser les procédés de tri, de recyclage et de réacheminement des déchets, en fait partie.

Le projet « Vision in Motion » de Cameco lié à l'installation de conversion de Port Hope a été présenté comme un bon exemple de gestion des déchets radioactifs. Il s'agit de l'un des nombreux projets qui ont permis de réduire de moitié (en volume) les déchets hérités accumulés. La petite équipe dévouée qui en est responsable a été décrite comme un facteur clé de la réussite du projet.

Le processus de concertation sur le projet de la Gestion adaptative progressive (GAP) de la SGDN concerne le combustible irradié (déchets hautement radioactifs) et est distinct du processus entourant l'élaboration de la Stratégie intégrée pour les déchets radioactifs. Les leçons à tirer de ce processus sont les suivantes : le public se sent la responsabilité de veiller à ce que les générations futures héritent d'une solution responsable; l'acceptabilité



sociale, des garanties environnementales solides et la rigueur technique sont importantes; et une démonstration convaincante de la volonté et du consentement des résidents des collectivités concernées, y compris des collectivités autochtones, est essentielle.

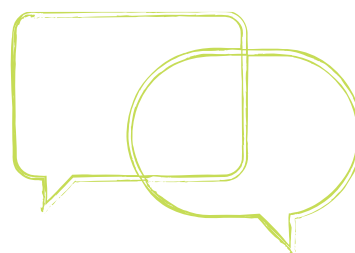
Une question a été posée sur les exemples étrangers de DGP qui sont examinés par la SGDN. Une conversation plus importante a eu lieu sur le partage et l'intégration par le Canada des meilleures pratiques mondiales en matière d'installations, de gestion, de réduction des déchets, de consentement de la collectivité et de sûreté en général. Une question a été posée sur le transport et a suscité l'échange d'informations, notamment le fait qu'il n'y a eu aucun incident de blessure ou de rejet de rayonnements pendant les 50 années de transport par OPG et certaines informations sur l'emballage, la surveillance, la vérification et la technologie. La nature hautement réglementée du transport est une autre meilleure pratique internationale citée par les panélistes.

L'incinération des déchets radioactifs a également été abordée pendant la période de questions, notamment en ce qui a trait aux cendres récupérables, aux évaluations environnementales, à la réduction des émissions et à la gestion. Un membre de l'auditoire a demandé des avis sur la séquence des événements, à savoir que Ressources naturelles Canada a entrepris de renouveler sa politique de gestion des déchets alors que la SGDN dirige un processus visant à élaborer une stratégie intégrée pendant que des projets au stade opérationnel se poursuivent. Tous ont convenu que cette approche simultanée est logique, puisque les déchets sont gérés de manière sûre.



Les futurs possibles – Analyse prospective de ce à quoi la société pourrait ressembler dans un siècle et plus

Objectif : explorer dans quelle mesure la société pourrait changer dans le futur et déterminer les implications qui se répercuteront dans 100, 300 et 10 000 ans. Recenser les scénarios futurs possibles au regard desquels toute décision stratégique sur la gestion à long terme des déchets radioactifs devrait être considérée.



Conférencière : **Leah Zaidi**, fondatrice, Multiverse Design

La prospective stratégique est l'opposé de la prévision. Elle vise à examiner les grandes possibilités que l'avenir pourrait réserver, en se fondant sur les signes de changement, puis à élaborer des scénarios et finalement des stratégies. La pandémie de COVID-19 nous montre que les choses peuvent évoluer rapidement et radicalement, et à quel point de nombreux pays et organisations sont mal préparés pour affronter les crises, dont plusieurs sont des conséquences des changements climatiques.

Le concept autochtone des « sept générations » correspondait autrefois à une période d'environ 140 ans. Il est en train de changer parce que nous vivons plus longtemps, que les gens ont des enfants à un âge plus avancé et que les technologies médicales ne cessent d'évoluer. Nous pouvons extrapoler l'évolution des technologies et des tendances sur des périodes de 100 à 200 ans, mais il est beaucoup plus difficile d'imaginer comment sera l'avenir dans 10 000 ans. Pour situer une telle période dans son contexte, il suffit de penser qu'il y a 10 000 ans, les Homo Sapiens partageaient la planète avec les Néandertaliens.

Leah Zaidi a présenté quatre scénarios à envisager :

1) La « **continuité** » : un monde artificiel, où la politique est orientée vers le développement des infrastructures et des technologies plutôt que vers la protection des personnes ou de la planète.



2) Un monde de « **discipline** » : un monde régi par un modèle logique, où la nature humaine est ciblée comme étant le principal problème. Les êtres évolueront pour éviter les comportements destructeurs, ce qui pourrait compromettre la diversité et l'individualité en « supprimant notre nature ».



3) L'« **effondrement** » : des complexes résidentiels sécurisés sont créés alors que la température mondiale augmente de 4°C, ce qui met fin à la civilisation mondiale telle que nous la connaissons. La biodiversité et la stabilité politique sont bouleversées. Les nations se murent dans des enceintes dirigées par des démagogues. Le fanatisme et l'hostilité dévastent la planète.



4) La « **transformation** » : après un quasi-effondrement au cours du présent siècle, une reconstitution de la civilisation s'effectue. Les humains donnent la priorité aux personnes et à la planète. Ils éradiquent l'oppression sous toutes ses formes et chaque décision est prise en pensant au climat et aux générations



futures. Un écosystème numérisé en temps réel intègre une approche biophile ainsi que l'utilisation d'énergies renouvelables et de technologies de géoingénierie. Un pouvoir décentralisé et partagé émerge, où les leaders sont des experts diversifiés qui pensent au-delà de la partisanerie. Le produit intérieur brut (PIB) est remplacé par des indicateurs plus complets de la santé et de la richesse.

Si l'on se projette dans plus de 10 000 ans, on peut imaginer un avenir où les humains seront immunisés contre la radioactivité, où la terre ne sera pas traitée comme une poubelle, où l'on découvrira de nouvelles utilisations pour nos déchets, de nouveaux éléments ou de nouvelles sources d'énergie grâce à l'exploration spatiale. Nous pouvons également imaginer un avenir sans êtres humains, un avenir où notre espèce est devenue multiplanétaire et un avenir sans sexe, race, sexualité, ni autres marqueurs d'identité.

Mme Zaidi a encouragé les participants à se rappeler que l'humanité restera toujours l'humanité, et qu'il est nécessaire « d'être honnête sur la façon dont les humains se comportent et de ne pas les idéaliser ».

Interrogée sur l'intérêt du gouvernement à collaborer avec des futuristes, Mme Zaidi a indiqué que c'est le cas, mais que le Canada tarde à tirer parti de cette profession.



Deuxième journée, le mercredi 31 mars 2021

Aperçu du programme du Sommet canadien sur les déchets radioactifs

L'ordre du jour du sommet sera publié bientôt. Entre-temps, jetez un coup d'œil à l'ordre du jour préliminaire.



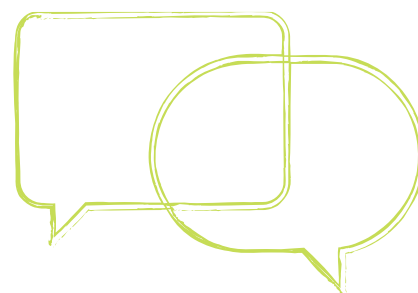
Jour 2 le mercredi 31 mars 2021

- | | |
|---|---|
| <p>09:00 Ouverture du salon virtuel</p> <p>09:30 Reconnaissance de territoire traditionnel</p> <p>09:35 Prière d'ouverture</p> <p>10:00 Mot de bienvenue</p> <p>10:05 Pause santé</p> <p>10:10 Panel avec questions: Le troisième secteur: perspectives d'organisations de la société civile, d'activistes et d'environnementalistes</p> <p>10:55 Pause santé</p> <p>11:00 Panel avec questions: Les générations futures : perspectives des jeunes</p> <p>11:45 Pause santé</p> <p>11:50 Panel avec questions: Le passé, le présent et le futur : considérations pour les sept générations prochaines</p> <p>12:40 Pause dîner</p> <p>13:10 Panel avec questions (en français): Les déchets nucléaires : perspectives pour le futur</p> <p>13:55 Pause santé</p> | <p>14:00 Panel avec questions: Qu'en pensent les voisins? : le point de vue des collectivités avoisinantes aux installations de gestions de déchets</p> <p>14:45 Pause santé</p> <p>14:50 Introduction aux ateliers: Identifier les points communs ; ce que nous avons entendu et ce que l'on doit retenir en allant de l'avant</p> <p>15:05 Sortie vers les ateliers</p> <p>15:10 Ateliers: discussions pour identifier les points communs ; ce que nous avons entendu et ce que l'on doit retenir en allant de l'avant</p> <p>16:10 Pause santé</p> <p>16:20 Panel: Rapport des modérateurs - Identifier les points communs ; ce que nous avons entendu et ce que l'on doit retenir en allant de l'avant</p> <p>16:50 Mot de la fin - deuxième journée</p> <p>17:00 Fin de la deuxième journée</p> |
|---|---|



Prière d'ouverture et mot de bienvenue

- **L'aîné Fred Kelly**, Ojibwé d'Onigaming, grand chef émérite de la Nation Anishinaabe du Traité n° 3 et ancien directeur régional pour l'Ontario du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien.
- **Karine Glenn**, directrice de projet stratégique, Société de gestion des déchets nucléaires



Objectif de la prière d'ouverture : communiquer les intentions et les perspectives autochtones sur la façon d'avoir interactions constructives tout au long du sommet.

L'aîné Fred Kelly a expliqué l'origine de son nom traditionnel Kind Walking Bear (Ours gentil qui marche), qui lui a été donné par une sage-femme héroïque qui lui a sauvé la vie. Il a parlé du lever du soleil ce matin-là et de son lien avec l'énergie que nous offre notre planète. « Notre grand-père qui éclaire le jour » est le nom attribué au soleil en ojibwé. Dans ce système de croyances traditionnelles, on vénère les oiseaux tonnerre qui lancent des éclairs de leurs yeux pour alimenter en énergie notre monde, comme l'électricité que nous produisons à partir de diverses sources.

Les diverses nationalités et régions représentées lors de l'événement en ligne ont été bien accueillies et les nombreux chemins vers le Créateur – c'est-à-dire les différentes religions et croyances – ont été honorés et respectés. Lorsqu'ils disent « boozhoo », les membres du peuple anishinaabe reconnaissent le lien fraternel que nous partageons tous avec les êtres humains originels.

Un chant a été entonné comme une invocation pour obtenir les bénédictions du Créateur et des esprits des quatre directions, et pour que le Créateur nous rappelle continuellement de penser aux autres. « Que les sources de tonnerre éclairent notre chemin et nous guident vers la voie à suivre ». M. Kelly a aimablement souhaité une bonne santé et la sécurité à tous les participants, en pensant notamment aux problèmes engendrés par la pandémie.

Karine Glenn a souhaité la bienvenue aux participants. Au nom de la SGDN, elle s'est engagée à les écouter avec un esprit ouvert tout au long de ce processus et les a encouragés à faire de même.



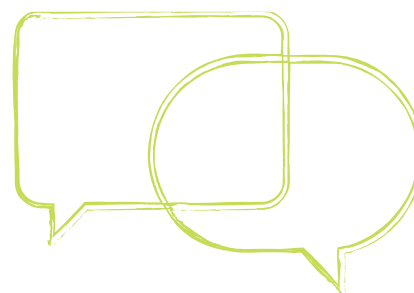
Le troisième secteur : perspectives d'organisations de la société civile, d'activistes et d'environnementalistes

Objectif : les préoccupations concernant la sûreté, la sécurité, les impacts environnementaux et la gouvernance des déchets radioactifs sont au cœur des critiques de la technologie nucléaire depuis ses débuts. Ce panel explore divers points de vue des ONGE sur ces sujets.

Modérateur : Tom Adams, consultant en énergie

Panélistes :

- **Manvi Bhalla**, présidente et cofondatrice de Shake up the Establishment
- **Chef Ian Campbell**, conseiller élu, Nation Squamish, et membre du conseil d'administration, MST Development Corporation (MST)
- **Ann Coxworth**, membre du conseil d'administration et chercheuse, Saskatchewan Environmental Society
- **Darren Harper**, président-directeur général, Maawandoon
- **Mo Phùng**, alchimiste des services ancestraux, Future Ancestor Services Inc.



Discussion :

La séance a débuté par une discussion sur le racisme environnemental, la santé publique et ses recoupements au sein des collectivités. Les efforts de la SGDN pour créer un espace de dialogue continu ont été cités comme un exemple de processus respectueux et constructif. La transparence et la responsabilité sont primordiales, tout comme le fait de donner à tous la possibilité de s'exprimer pour coélaborer de manière éthique une stratégie à long terme durable. Il a été noté que les hommes blancs et cisgenres ne perçoivent pas les risques de la même manière que la multitude d'autres identités intersectionnelles – les préoccupations valables ne peuvent être entendues et pesées que s'il y a une représentation diversifiée à la table de concertation.

Pour lutter contre le racisme environnemental subi par les Autochtones, il faut rétablir leur confiance en honorant les engagements pris dans les traités concernant le partage des revenus et le droit à l'éducation et à la santé. Avant de confirmer que l'« obligation de consulter » a été respectée, il a été suggéré que les aînés, les femmes, les jeunes et les hommes contribuent bien plus tôt au processus. Le regard spirituel avec lequel les peuples autochtones considèrent les ressources naturelles apporte une perspective importante et transformatrice aux projets.

Plus généralement, l'équité, la lutte contre le racisme environnemental et la justice climatique sont tributaires de la confiance, de la reddition de compte et de la transparence, des facteurs importants pour tous les groupes minoritaires et essentiels à l'amélioration de l'état des communautés marginalisées et affectées ainsi que des voies navigables. Combler le fossé entre l'industrie et les organisations communautaires pour discuter de conservation est une bonne pratique de base, qui est enrichie en adoptant une approche intersectionnelle pour la convocation des différents groupes à la table de concertation.



En ce qui concerne les rapports entre les collectivités autochtones et la terre, leur lien historique, culturel et spirituel est conforme à la crédibilité qui a finalement été accordée aux peuples autochtones – après de nombreuses batailles juridiques. Bien que les valeurs culturelles et spirituelles soient souvent écartées des processus gouvernementaux, il est toujours important de les prendre en compte et de les intégrer dans le cadre d’approches holistiques.

De nombreux groupes environnementaux canadiens du secteur à but non lucratif et de défense des droits participent depuis longtemps, soit depuis les années 1970, aux discussions sur le nucléaire. Récemment, nombre d’entre eux se sont retirés des discussions sur la Stratégie intégrée pour les déchets radioactifs parce qu’ils avaient l’impression que la SGDN faisait de l’écoblanchiment, notamment en raison de la composition de son conseil d’administration qui, à leur avis, est trop proche de l’industrie. Une série de consultations basées sur des scénarios, organisées par la SGDN il y a près de 20 ans, a été citée en référence, et les participants ont conclu qu’une gestion perpétuelle n’était pas possible, puisque nous ne pouvons pas compter sur ceux qui, dans un avenir lointain, « assureront la maintenance en notre nom ».

Des questions ont été posées par l’auditoire sur la façon d’amener plus de parties à la table, et il a été mentionné que Ressources naturelles Canada a consulté des groupes qui ont décidé de ne pas participer aux discussions sur la Stratégie intégrée pour les déchets radioactifs. Certains ont émis l’impression que la Commission canadienne de sûreté nucléaire et Ressources naturelles Canada seraient plus impartiales. Certains considèrent qu’il n’y a pas dans le mandat d’élaboration de la Stratégie intégrée pour les déchets radioactifs d’engagement ferme à donner suite aux commentaires. En ce qui concerne la participation d’un plus grand nombre de jeunes à ces discussions, ceux-ci doivent avoir la conviction qu’ils pourront diriger, influencer et élaborer plus directement les plans et les processus.



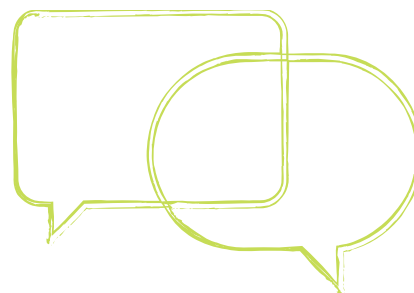
Les générations futures : perspectives des jeunes

Objectif : explorer les perspectives des jeunes sur les principes et les considérations qui devraient sous-tendre la stratégie intégrée pour les déchets radioactifs et leur gestion à long terme.

Modérateur : **Osama Baig**, stratégie de déclassement – ingénieur technique adjoint, Ontario Power Generation

Panélistes :

- **David Brook-Bardwell**, jeune, Wolastoqey, Première Nation de St. Mary's, N.-B.
- **Riya Karumanchi**, fondatrice et présidente-directrice générale, SmartCane
- **Matthew Mairinger**, président, North American Young Generation in Nuclear (Canada)
- **Siobhan Takala**, cofondatrice, Let's Sprout
- **Rebekah Wilson**, ancienne membre du Conseil des aînés et des jeunes de la SGDN



Discussion :

Pour présenter de façon authentique et sincère la question des déchets nucléaires, il faut éliminer un grand nombre d'idées fausses véhiculées par la culture populaire. Considérant l'urgence climatique, nous devons donner la priorité aux cibles que nous nous sommes données afin d'inverser le processus de destruction écologique; replacer le nucléaire dans le contexte des déchets produits par les autres sources d'énergie permet d'ancrer ce dialogue dans la réalité. Il est également important de replacer les déchets nucléaires dans leur contexte, y compris celui de leur origine médicale et énergétique. En ce qui concerne les échanges avec les jeunes en général, il a été dit que les interactions fortes encouragent les jeunes à mettre à contribution tous les aspects de leur identité et que ceux-ci ont tout ce qu'il faut pour changer les choses.

Le racisme environnemental a également été soulevé lors de cette table ronde, notamment en ce qui concerne l'obtention du consentement de la collectivité et la priorité accordée aux jeunes racialisés. Le Conseil des aînés et des jeunes de la SGDN croit fermement que la terre ne nous « appartient pas », un concept important à intégrer à ces discussions. Considérant l'histoire problématique du traitement accordé par le Canada aux peuples autochtones, il sera important d'écouter et d'intégrer les informations fournies par les collectivités autochtones pour rétablir la confiance et combler les lacunes observées.

Chaque collectivité autochtone est unique et il faut travailler sur le terrain avec les plus jeunes pour faire évoluer la perception du grand public sur la gestion des déchets nucléaires et l'industrie dans son ensemble. Étant donné que l'on a l'habitude de placer les sites de déchets indésirables à proximité des collectivités à faible revenu et des réserves, il faudra tenir compte des sites sacrés, des terrains de chasse traditionnels et des autres terres importantes. Ces conversations doivent avoir lieu tôt et souvent.

Il a été mentionné que l'innovation n'est pas limitée au secteur de la technologie et que les



secteurs des « technologiques non traditionnelles » sont bien placés pour concevoir des solutions qui peuvent résoudre les problèmes. Il est temps de faire évoluer les programmes d'enseignement afin d'intéresser davantage les étudiants à ce domaine, d'ouvrir les zones rurales à davantage d'expériences et d'améliorer les solutions de stockage énergétique. La réutilisation du combustible irradié dans de petits réacteurs modulaires a été citée comme un exemple de cette innovation respectueuse du climat qui se profile à l'horizon.

Une brève explication des rayonnements, des types de déchets et de leurs solutions de gestion appropriées a suivi. La SGDN a utilisé un certain nombre d'outils pédagogiques et de faits pour communiquer ces informations aux divers publics. Les enseignements traditionnels des collectivités autochtones ont été intégrés à ses outils d'information; les deux systèmes de connaissances sont traités sur un pied d'égalité.

Student Energy a été mentionné comme une organisation intéressante qui évalue les points de vue des jeunes du monde entier sur notre avenir énergétique. Il est important de respecter le fait que certains jeunes peuvent préférer ou non faire confiance au gouvernement et/ou aux industries.

Un membre de l'auditoire a demandé comment le savoir traditionnel autochtone était communiqué. Ces systèmes holistiques transmis de génération en génération sont aujourd'hui réhabilités, y compris relativement à l'identification des sites sacrés, et reposent souvent sur des histoires orales ou illustrées qui sont soigneusement préservées, ainsi que sur des éléments nouveaux et évolutifs, notamment la traduction de témoignages indirects dans des formats plus « standard », comme les cartes géographiques.

Les journées d'orientation professionnelle, les défis lancés par les médias sociaux, les concours de rédaction, les visites de sites lors de voyages d'étude et autres tactiques de sensibilisation employées par les écoles ont été mentionnés comme des approches fructueuses pour éduquer les jeunes.



Mino Bimaadiziwin – Vivre une bonne vie

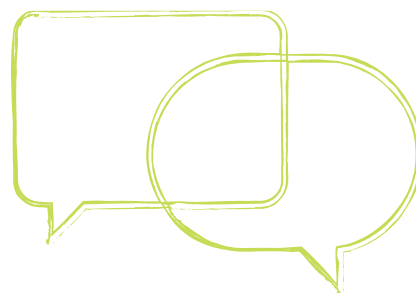
Note : la partie anglaise du titre de cette séance (traduite ici en français) n'est pas une traduction directe de l'expression « Mino Bimaadiziwin », qui englobe une idée plus large que « vivre une bonne vie ». Le don du Mino Bimaadiziwin a été fait à chacun d'entre nous. Nous le reconnaissons à la façon dont nous agissons, pensons et choisissons d'être qui a été prévue pour nous par nos ancêtres. Il est important de reconnaître, de respecter et d'honorer les enseignements dont ont hérité les peuples autochtones, et de les mettre en pratique. Les principes du Mino Bimaadiziwin anishnaabe n'appartiennent pas exclusivement aux Anishnaabes. Ce sont les principes de la paix, de la puissance et de la justice des Haudenosaunee. Ce sont les enseignements originaux de toutes les nations de l'Île de la Tortue. Ces principes ont été établis pour aider les Autochtones à se définir.

Objectif : écouter les perspectives des Autochtones sur l'engagement à préserver l'environnement et les collectivités et à concilier le développement avec les responsabilités collectives que nous avons à l'égard des générations futures.

Modérateur : **Phil Fontaine**, conseiller principal, Ishkonigan, et ancien chef national, APN

Panélistes :

- **Kaella-Marie Earle**, vice-présidente, Comité consultatif autochtone, Régie de l'énergie du Canada
- **Jolaine Foster**, associée, responsable des pratiques autochtones des Prairies, Deloitte
- **Matt Long**, analyste en énergie nucléaire, Métis Nation of Ontario
- **Chef Gary Merasty**, président-directeur général, The Northwest Company



Discussion :

La différence entre le simple consentement et la participation a été décrite ainsi : le consentement est un exercice symbolique, légalement requis, consistant à « cocher une case », alors que la participation évoque un véritable partenariat, essentiel pour établir la confiance. Selon l'expérience d'un panéliste qui a travaillé sur des projets liés aux pipelines avec des associés plus âgés, il n'était pas toujours clair que les consultations tenues avaient pour but d'obtenir un véritable consentement de la part des peuples autochtones. L'adoption de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones dans le projet de loi canadien C-15 doit être considérée, tout comme l'avis des dirigeants élus et non élus de ces collectivités. Pour différencier les deux, il est essentiel de tenir compte des facteurs interdépendants suivants : préserver l'honneur de la Couronne, s'engager à favoriser la réconciliation, comprendre l'impact du racisme systémique et des préjugés inconscients (qui se manifestent par la « pathologisation » de l'expérience autochtone, ce qui minimise le savoir autochtone), et comprendre à quoi ressemblent une consultation et une concertation véritablement justes et équitables.

Le « Respect » est l'un des sept enseignements sacrés des Anishnawbek.

« Minwaadendamowin » en anishinaabemowin est composé de trois éléments :



« minwaad » représente le fait de chérir, de donner pour un bénéfice mutuel; « enda » est la réciprocité; « win » est la vie. Cette façon de vivre – donner réciproquement des choses ou du temps – est très différente de la définition occidentale du mot « respect ». Favoriser la réussite des Autochtones doit être un élément clé de tout processus de développement. Il faut aller au-delà de la volonté de réfléchir aux traumatismes subis et de réparer les injustices infligées. Les cérémonies sont à la base des processus de décision des collectivités autochtones; sans elles, les négociations sont considérées comme irrespectueuses et sans fondement.

Les connaissances autochtones sont multiples et variées; leur fil conducteur est la volonté de vivre en harmonie avec l'environnement. Les déchets, le changement climatique et la pollution peuvent être abordés en tenant compte de cette mine d'informations, qui est également ouverte à la richesse, à la prospérité et au développement. Le partage intentionnel des informations et des ressources permet d'instaurer la confiance; même si ce principe peut retarder les échéances initialement prévues, il est essentiel à la réussite. De nombreuses collectivités où sont menés des projets énergétiques disposent de comités consultatifs dont les membres ont une formation technique. Ces comités surveillent les processus réglementaires et comptent des professionnels autochtones qui s'épanouissent dans des carrières intéressantes et contribuent par leurs connaissances techniques et culturelles. Trop souvent, les relations avec les Autochtones sont confiées à des équipes hybrides chargées de la protection de l'environnement et des relations avec les municipalités, lesquelles manquent généralement de ressources.

Il est important de noter que les enjeux autochtones soulevés par les politiques publiques sont hautement politisés, mais que la majorité des Canadiens ne s'y intéressent pas particulièrement. Il doit y avoir de la place dans notre système parlementaire pour l'élaboration de politiques non partisans qui touchent les peuples autochtones, lesquels comptent démographiquement un pourcentage plus élevé de jeunes et de résidents des régions rurales et nordiques. Il faut éviter que s'installe un « chaos des compétences », où s'entremêlent de manière incohérente de multiples couches et niveaux de gouvernement, d'ONG, de comités consultatifs, etc.

La *Loi sur les mines* a été citée comme un exemple des nombreuses politiques qui devraient être modifiées afin de supprimer les échappatoires permettant aux industries de ne pas consulter correctement les collectivités autochtones dans un esprit de réconciliation et de partenariat. Les pratiques comptent davantage que les politiques; les lois et les règlements doivent changer pour refléter la nécessité d'obtenir le consentement des peuples autochtones dès la conception des projets. Pour avancer ensemble, il est essentiel de « tresser ensemble » les trois types de droit – canadien, international et autochtone – en reconnaissant la souveraineté de chaque collectivité autochtone.

Pour obtenir le consentement de *toutes* les collectivités autochtones d'un territoire, il faut que toutes les parties prenantes participent à la conception du projet et que le projet soit économiquement inclusif, ce qui implique d'envisager des relations à long terme (au-delà des emplois de premier échelon). Pour nouer des amitiés, il faut apprendre les bases de la langue, des cérémonies et des rituels, et faire l'effort de comprendre les besoins et les priorités uniques de chaque collectivité.

Les déchets nucléaires : perspectives pour le futur



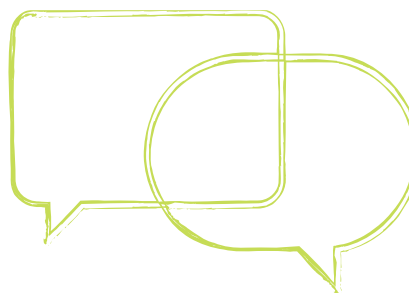


Objectif : écouter diverses voix francophones explorer les nombreux aspects des déchets nucléaires et les points de vue à leur égard et indiquer ce qui est important pour ceux qu'elles représentent.

Modérateur: **Marc Leblanc**, secrétaire, Commission canadienne de sûreté nucléaire

Panélistes :

- **Kathleen Duguay**, chef des affaires communautaires et du protocole réglementaire nucléaire, Énergie NB
- **Pierre Moras**, conseiller municipal, Bécancour, Québec
- **Konrad Sioui**, président du conseil d'administration de la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ) et ancien grand chef huron-wendat



Discussion :

Nous avons écouté diverses voix francophones explorer les nombreux aspects des déchets nucléaires et les points de vue à leur égard et indiquer ce qui est important pour ceux qu'elles représentent. La séance a débuté par une introduction fournie par le modérateur Marc Leblanc, qui a brièvement présenté les trois orateurs, suivie de trois présentations d'environ sept minutes chacune expliquant ce à quoi peut ressembler l'expérience de la



gestion de l'énergie et des déchets nucléaires du point de vue de différentes provinces et populations. Par la suite, plusieurs questions ont été abordées.

Nous produisons d'autres formes de déchets au Canada; tels que la pollution générée par les automobiles et les déchets alimentaires et issus de l'industrie de la fabrication. Les participants ont découvert les avantages du nucléaire. Par exemple, au Nouveau-Brunswick, près de 50 % de l'électricité est d'origine nucléaire. Cette électricité soutient le secteur manufacturier de la province et aide un certain nombre de programmes environnementaux à renforcer la biodiversité locale. Il a été souligné qu'il n'y a jamais eu d'accidents graves liés au stockage des déchets ou à l'utilisation de l'énergie nucléaire au Canada.

De plus, l'énergie nucléaire aide les écosystèmes des Premières Nations, comme leurs terres et leurs eaux. Nous avons établi des relations solides, fondées sur la confiance et le respect avec les collectivités environnantes y compris les Premières Nations. Il est essentiel que le savoir autochtone constitue un des éléments du processus décisionnel, comme le croit la Société de gestion des déchets nucléaires (SGDN).

L'industrie est tenue d'avoir un plan d'action en place pour le déclassement de ses installations ainsi qu'un plan de gestion pour le combustible irradié qu'elle produit. Il est important, comme le déclare la SGDN elle-même, d'assumer dès maintenant la responsabilité du combustible nucléaire irradié canadien et de ne pas l'abandonner aux générations futures. Les progrès technologiques qui aideront à faire avancer le plan canadien ont également été abordés.

Nous avons entendu une brève explication de l'histoire et de l'état actuel des deux installations nucléaires de Gentilly à Bécancour. Bécancour est la seule ville au Québec à avoir sur son territoire des centrales nucléaires, celles de Gentilly 1 et de Gentilly 2. La Centrale nucléaire Gentilly 1 est la responsabilité des Laboratoires nucléaires canadiens, et Gentilly 2 est la propriété d'Hydro-Québec. Des déchets de différents niveaux d'activité sont stockés sur le site.

La façon dont les déchets du site de Bécancour sont stockés en toute sûreté et selon des méthodes reconnues a été expliquée. Les inspections régulières qui ont lieu garantissent qu'il n'y aura pas de dispersion de matières radioactives dans l'environnement.

Les citoyens de Bécancour ont vécu avec des centrales nucléaires et ont accepté ce fait en partie parce que les normes les plus rigoureuses de sûreté sont appliquées. La position de la ville de Bécancour peut se résumer en trois mots : inspection, maintenance et examens.

Lors de cette présentation, l'image négative de l'industrie nucléaire du point de vue des Premières Nations a été abordée. Deux des raisons invoquées pour expliquer cette image étaient l'élément de l'inconnu et l'incompréhension de certaines traditions autochtones.

Du côté des déchets radioactifs, la sûreté du transport des matières radioactives est pertinente. Les gens se demandent si les méthodes utilisées sont acceptables, sûres et propres. La grande question est la suivante : y a-t-il des dangers pour l'environnement?

Ce n'est pas que les gens ne veulent pas discuter ou parler des problèmes liés aux déchets radioactifs, mais qu'il y a un manque général de communication. Un bon point de départ serait de fournir une éducation sur la question dans les écoles, où une plus grande sensibilisation au nucléaire et à l'environnement pourrait être faite.

L'importance non seulement de consulter les Premières Nations, mais aussi d'obtenir leur consentement sur l'utilisation de leurs terres a été soulignée. Cela ne fonctionnera que si tout le monde est bien informé, que si les avantages et les inconvénients sont clairement démontrés et que si les défis sont exprimés de manière réaliste. Il est reconnu que les



points de vue divergent concernant la propreté de l'énergie nucléaire, et c'est pourquoi les forums et événements tels que ce sommet constituent de bonnes avenues pour favoriser une communication informative et inclusive du message.

Plusieurs questions des participants ont été traitées comme : comment pourrions-nous pousser la question encore plus loin? Quelles questions reste-t-il à résoudre? Comment en faire un échange qui survivra dans le temps?

Des problèmes surviennent lorsque les gens sont mal ou insuffisamment informés. Par exemple, si les gens sont préoccupés par les accidents, la forte improbabilité d'un accident doit être expliquée. Le but est de discuter et de trouver des solutions satisfaisantes.

Au Nouveau-Brunswick, la sûreté du transport est-elle clairement communiquée? Cette province compte en partie sur la SGDN pour transmettre l'information sur la sûreté au public, par exemple par le biais de son document sur le transport publié l'année dernière. Ce sont ces méthodes qui sont employées pour rassurer le public.

Une question qui semblait préoccuper tous les panélistes était, comment pouvons-nous obtenir le soutien des francophones? Il y a beaucoup plus à faire pour que les francophones se sentent inclus et investis, en particulier parce que plus d'anglophones travaillent dans l'industrie nucléaire et qu'une grande partie de la terminologie est mieux connue en anglais. Bien qu'il s'agisse d'un défi, les panélistes ont convenu qu'une solution à cela serait simplement de continuer d'informer les gens et de communiquer avec eux pour démystifier le problème.



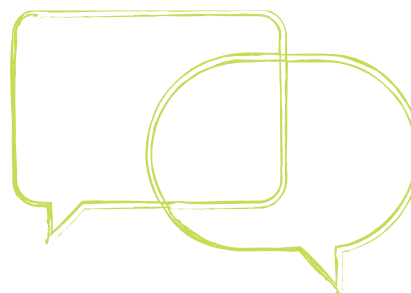
Qu'en pensent les voisins? Le point de vue des collectivités avoisinantes aux installations de gestion de déchets

Objectif : entendre les dirigeants des collectivités canadiennes où des déchets sont actuellement stockés et connaître les principes et les considérations qui sont importants pour leurs électeurs.

Modératrice : **Karine Glenn**, directrice de projet stratégique, Société de gestion des déchets nucléaires

Panélistes :

- **Suzanne D'Eon**, mairesse de Deep River
- **Anne Eadie**, (maintenant ancienne) mairesse de Kincardine
- **Adrian Foster**, maire de Clarington et président de la Canadian Association of Nuclear Host Communities



Discussion :

Les collectivités représentées étaient des collectivités hôtes d'installations nucléaires et des partisans des applications de l'énergie nucléaire dans les domaines de l'électricité, de la médecine, de la recherche, de l'industrie et de l'agriculture. Le niveau de connaissances sur les questions nucléaires était élevé; par exemple, un tiers des travailleurs de Bruce Power vivent dans la municipalité de Kincardine, tout comme de nombreux travailleurs d'OPG. La plupart des gens ont un membre de leur famille, un parent ou un ami qui a un emploi au sein du « cycle complet » de l'industrie nucléaire ou qui en est proche.

Les collectivités hôtes provisoires à court ou à long terme jouent un rôle important dans le stockage des déchets ainsi que dans les activités de déclasserment et aimeraient être considérées comme faisant partie d'une solution à plus long terme. Les décisions relatives aux déchets doivent être fondées sur des données scientifiques. La ville de Deep River, avec son site de Chalk River, est le berceau du nucléaire au Canada; les résidents de la région environnante de la vallée de l'Outaouais méritent d'être rassurés quant à la sûreté du stockage des déchets.

Une question de suivi a été posée concernant l'installation de gestion des déchets près de la surface (IGDPS) et les préoccupations des citoyens soulevées dans le cadre de l'examen réalisé par le conseil municipal d'Ottawa. Il a été précisé que la plupart de ces déchets sont de faible activité et sont liés à la construction du site. Un site d'enfouissement technique doté d'un couvercle multicouche a été proposé, offrant une solide protection pendant une période de 500 ans. La nature éphémère de cette radioactivité semble disproportionnée par rapport aux messages « d'irresponsabilité » lancés par les détracteurs, qui ont accès aux rapports scientifiques selon lesquels les risques sont globalement faibles. « Il est plus facile d'effrayer les gens; il est beaucoup plus difficile de les rassurer ».

La région de Port Hope a fortement participé aux efforts déployés par les Laboratoires nucléaires canadiens pour entendre ses préoccupations et y répondre, ce qui a été déterminant pour la réussite de ce projet. Au cours des commissions d'examen conjoint pour



le DGP proposé par OPG pour la région de Kincardine, de nombreuses personnes ont exprimé leurs préoccupations concernant les déchets; toutefois, un nombre disproportionné d'entre elles n'étaient pas des résidents de la collectivité. Les niveaux de vigilance et de sûreté rassurent la plupart des électeurs et des voisins de la région environnante.

L'un des plus grands avantages perçus de choisir d'être une collectivité hôte – après avoir posé les questions et fait les recherches – en se remettant à l'exemple de Port Granby, est celui des retombées économiques sur les plans de l'emploi et des dépenses locales, qui ont été communiquées clairement au milieu des affaires. Face à certaines personnes qui soulèvent des craintes et des préoccupations sans fondement (certaines de ces personnes vivent à l'étranger), il est important de s'appuyer sur les meilleures données scientifiques disponibles.

L'organisme de réglementation de l'industrie nucléaire au Canada, la CSNC, est l'un des meilleurs au monde, et sa crédibilité et son processus extrêmement robuste offrent des garanties supplémentaires aux résidents. Tout examen fédéral de la politique en matière de déchets doit tenir compte de l'ensemble de la situation, y compris des avantages pour le secteur de l'énergie, et non seulement des déchets. Pourquoi le nucléaire n'est-il pas étiqueté « propre » ou « vert » alors que le charbon peut l'être? Cette iniquité a été notée dans les documents gouvernementaux. Il est important de se renseigner sur l'ensemble du processus pour avoir confiance dans les règles, la réglementation et les plans, notamment en ce qui concerne la protection de l'eau.



Troisième journée, le jeudi 1er avril 2021

Aperçu du programme du Sommet canadien sur les déchets radioactifs

L'ordre du jour du sommet sera publié bientôt. Entre-temps, jetez un coup d'œil à l'ordre du jour préliminaire.



Jour 3 le jeudi 1^{er} avril 2021

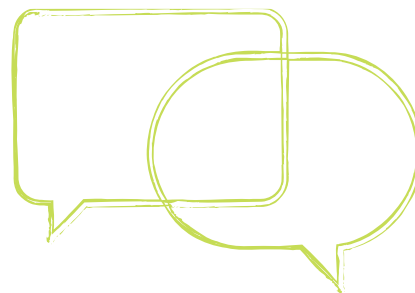
- | | |
|---|--|
| <p>09:00 Ouverture du salon virtuel</p> <p>09:30 Reconnaissance de territoire traditionnel</p> <p>09:35 Prière d'ouverture</p> <p>10:00 Mot de bienvenue</p> <p>10:05 Discours principal</p> <p>10:35 Pause santé</p> <p>10:40 Panel avec questions: La mise en oeuvre des options techniques pour les déchets de faible et moyenne activité sur le plan international</p> <p>11:25 Pause santé</p> | <p>11:30 Panel avec questions: Un regard en arrière: leçons tirées de projets antérieurs</p> <p>12:15 Pause dîner</p> <p>12:45 Panel avec questions : Innovation dans la gestion des déchets</p> <p>13:30 Pause santé</p> <p>13:35 Récapitulation du sommet: ce que nous avons entendu</p> <p>14:05 Prière de clôture</p> <p>14:25 Remerciements et prochaines étapes</p> <p>14:30 FIN</p> |
|---|--|



Prière d'ouverture et mot de bienvenue

- **Imelda Perley**, aînée, Première Nation de St. Mary's/Première nation de Tobique, Nouveau-Brunswick
- **Karine Glenn**, directrice de projet stratégique, Société de gestion des déchets nucléaires

Objectif de la prière d'ouverture : communiquer les intentions et les perspectives autochtones sur la façon d'avoir interactions constructives tout au long du sommet



L'aînée Imelda Perley a parlé de l'importance de la langue et du nom et a évoqué les nombreuses années pendant lesquelles les Autochtones ont perdu l'usage de leur langue traditionnelle, y compris de leur propre nom, alors qu'ils étaient inscrits dans des externats religieux mandatés par le gouvernement. Le nom malécite de l'aînée Perley se traduit par « un des vents tourbillonnants », ce qui renvoie à l'histoire plus vaste des 13 lunes, un concept présent dans tous les systèmes de croyances autochtones.

Un feu sacré symbolique a été allumé pour représenter la passion qui nous habite, le rassemblement dans le respect et l'engagement à atteindre un objectif commun. Un panier en écorce de bouleau a été utilisé pour représenter la transmission des connaissances, guidée par nos ancêtres. Le foin d'odeur a été à nouveau relayé comme symbole de l'engagement à léguer des biens aux sept générations qui nous suivront. Son tressage représente la fusion de nos origines et de notre savoir, sa fumée représente la fusion des esprits, de la vision, de l'écoute respectueuse et du souvenir des dons de la nature.

Pendant la cérémonie de la purification, qui devrait être un rituel quotidien, lorsque nous rejetons la fumée derrière nous pour les générations futures, nous imaginons que nous avons gagné le droit de nous vanter d'être des intendants responsables du monde. Nous devons reconnaître la terre que nous visitons et sur laquelle nous vivons, et voir la bénédiction du souffle ancestral que nous partageons dans notre air, nos eaux et notre terre.

Karine Glenn souhaite la bienvenue aux participants et donne un aperçu des activités de concertation prévues par la SGDN pour l'élaboration d'une stratégie intégrée pour les déchets radioactifs. Dans le cadre de ses efforts de concertation, la SGDN organisera des séances de dialogue dans les collectivités et avec les peuples autochtones, des groupes de discussion pour les jeunes, ainsi qu'une enquête délibérative. La SGDN a prévu de mener des activités locales virtuelles au cours des prochains mois d'un bout à l'autre du Canada.



Discours principal – Laissez de côté vos hypothèses



- **JP Gladu**, président, A2A Rail, membre du conseil d'administration, Suncor

Bien qu'il puisse sembler difficile de parvenir à un consensus et de faire avancer des projets d'envergure parmi des groupes disparates, M. Gladu a voulu rassurer les participants en leur disant qu'il existe de nombreuses voies prometteuses. Il suffit d'aller au-delà de nos idées préconçues quant au travail de gestion de la production d'énergie et du développement des infrastructures au Canada, aux options de dialogue avec les collectivités autochtones, à leurs attitudes à l'égard du développement des ressources et à leurs priorités économiques.

M. Gladu a raconté l'histoire de sa famille, qui a œuvré dans le domaine des ressources naturelles, et il est maintenant l'un des premiers résidents d'une collectivité qui renaît sur ses terres. Il s'agit là d'une des nombreuses histoires de résilience et de réussite au pays; cependant, les représentations médiatiques se concentrent trop souvent sur « la misère et la détresse », ainsi que sur les opposants aux projets au lieu des groupes élus et locaux qui soutiennent les projets de développement qui offrent des rendements adéquats.

Dans le secteur des ressources naturelles, lorsque les populations autochtones sont consultées avec respect, les opportunités mutuelles abondent. Le « colonialisme écologique » et l'« écoterrorisme » constituent souvent des prétextes qui sous-tendent les tactiques d'agitateurs extérieurs qui imposent leurs valeurs et leur vision du monde et se placent en première ligne des protestations. Ils n'ont aucun intérêt à long terme pour la conservation, l'intendance ou le bien-être économique des collectivités autochtones que peut apporter le développement durable.

Trop souvent, lorsque des projets sont annulés, on attribue leur échec à des « enjeux autochtones », comme dans le cas du vote contre le projet de DGP d'OPG. Il serait plus juste de parler d'un « processus de développement impliquant les peuples et les terres autochtones ». Lorsqu'il dirigeait le Canadian Council for Indigenous Business, M. Gladu était aux premières loges pour assister aux histoires autochtones les plus positives et les plus valorisantes, ainsi qu'à la conclusion d'accords sans précédent de partage des ressources et des revenus.

Tandis que nous attendons que la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA) soit codifiée dans le droit canadien, les dirigeants des collectivités et des entreprises autochtones poursuivent le travail de base essentiel, en construisant des sociétés fortes et dynamiques et en cernant et en affrontant avec détermination les obstacles qui se posent.

Actuellement, M. Gladu concentre son attention sur la construction d'un chemin de fer reliant l'Alberta à l'Alaska (A2A Rail). Il dirige la partie canadienne du projet, qui doit traverser les territoires traditionnels de 22 peuples métis et des Premières Nations. Un groupe de leaders expérimentés du Nord-Ouest canadien a été réuni et a élaboré un plan de consultation et de consultation en coproduction qui est respectueux des capacités de toutes les parties



prenantes. Des engagements fermes ont été pris en faveur de l'environnement, du développement des entreprises locales, qui participent à la chaîne d'approvisionnement, ainsi que de l'éducation. Ce projet de 22 milliards de dollars sera détenu à 49 % (au minimum) par des collectivités métisses et des Premières Nations.

M. Gladu a exhorté les participants à mettre de côté les hypothèses erronées selon lesquelles l'environnementalisme extrême représenterait un pourcentage important des points de vue des Autochtones, les peuples autochtones seraient opposés à l'exploitation des ressources et au développement des infrastructures, les collectivités autochtones seraient immuablement opposées à l'extraction de l'uranium, à l'énergie nucléaire et à la gestion des déchets nucléaires, et les peuples autochtones préféreraient jouer un rôle passif dans le développement des ressources et des infrastructures en comptant plutôt sur le gouvernement pour protéger leurs intérêts.

Parmi les nouvelles hypothèses qu'il vaut la peine d'être retenues au sujet des collectivités, mentionnons que ces dernières désirent un avenir économique prospère et durable et qu'elles en ont besoin, qu'elles sont prudentes à l'égard du développement des territoires traditionnels, qu'investir des capitaux dans des projets les intéresse, qu'elles s'attendent à être respectées par ceux qui proposent de travailler sur leurs terres, ce qu'elles méritent, et que leur collaboration et leur partenariat sont essentiels à l'avenir de l'exploitation des ressources au Canada.

M. Gladu a proposé six principes à adopter dorénavant :

1. Commencer lentement – apprendre à connaître la collectivité de manière respectueuse, voyager, participer aux cérémonies, se renseigner sur les protocoles locaux et les suivre;
2. Écouter – ne pas arriver avec des plans fixes, demander à ce que les préoccupations soient décrites sans imposer aux autres un ordre du jour ou un calendrier;
3. S'impliquer – un engagement à long terme est nécessaire pour aborder les nouveaux défis avec confiance et une compréhension mutuelle;
4. Planifier – se concentrer sur les avantages réciproques d'une collaboration étendue. Aborder la collaboration selon une perspective large, incluant l'éducation et d'autres aspects;
5. Tenir ses promesses – les générations de promesses non tenues n'ont pas été oubliées. Il est essentiel d'aller jusqu'au bout.
6. Célébrer – la conclusion des contrats, des projets et des accords mérite une reconnaissance publique et conjointe au sein de la collectivité.

En raison des nombreuses promesses non tenues, des interventions du gouvernement et de la pauvreté forcée, il est remarquable que les collectivités autochtones continuent de tendre la main. Il ne faut pas avoir peur d'être les premiers ni se laisser décourager. Abattez les murs pour créer une collaboration prometteuse à long terme qui s'épanouira en investissant dans les générations futures dans un esprit d'équité envers les peuples autochtones.



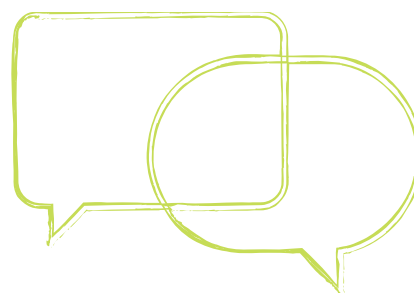
La mise en oeuvre des options techniques pour les déchets de faible et moyenne activité sur le plan international

Objectif : entendre des panélistes étrangers parler de l'expérience qu'ils ont vécue dans des collectivités où des projets de gestion des déchets sont prévus et d'autres où des déchets sont actuellement stockés.

Modératrice : **Kristina Gillin**, consultante principale, déchets nucléaires et déclassement, Vysus Group

Panélistes :

- **René Probst**, maire de la commune suisse de Villigen et membre de la conférence régionale (processus de participation des parties prenantes) liée au processus de sélection d'un site en Suisse
- **Rebecca Robbins**, chef de l'Unité pré-stockage, Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)
- **Jacob Spangenberg**, président du conseil municipal d'Östhammar, en Suède



Discussion:

Des informations générales sur l'AIEA ont été fournies, y compris sur ses 2560 employés répartis dans plus de 100 pays, ses 172 États membres, son mandat et son impact, notamment sur la conduite des missions, de la recherche et plus encore. Toutes les régions du monde produisent des déchets radioactifs d'activité faible à élevée, que ce soit à des fins industrielles, énergétiques, médicales, agricoles ou de recherche. Il existe 100 dépôts de déchets de faible activité (DFA) en exploitation dans le monde. Il y a environ 38 millions de mètres cubes de déchets; 81 % de tous les déchets radioactifs solides qui ont été créés ont déjà été éliminés. Le reste est géré dans des installations de stockage, généralement sous une forme solide. Les classes de déchets et les meilleures pratiques de gestion de chacune d'entre elles ont été présentées aux participants. Dans chaque région, une participation de qualité des parties prenantes est essentielle. Comme le grand public et d'autres secteurs d'activité, l'industrie nucléaire prend les préoccupations environnementales très au sérieux – tous les aspects de la réduction des déchets et de la conservation des ressources sont pris en compte. « Éviter, réduire au minimum, réutiliser, recycler, puis éliminer », telle est la hiérarchie des solutions. Le Royaume-Uni, qui a réussi à recycler ou à réutiliser 85 % des déchets qui auraient autrement été éliminés, en est un bon exemple.

L'exemple des pays nordiques a été souligné – malgré la proximité de ces pays, leurs solutions ne sont pas identiques. Depuis plus de 20 ans, les réacteurs de recherche norvégiens disposent d'une installation combinée d'entreposage et de stockage situé en région montagneuse; une nouvelle installation de stockage est également prévue. Le Danemark possède trois réacteurs de recherche, qui ont tous été déclassés – ses déchets sont actuellement entreposés et il ne dispose toujours pas d'une installation de stockage définitif (comme le Canada). Le Danemark prévoit de créer une installation de stockage définitif dans plusieurs années. La Finlande a choisi des dépôts géologiques à faible



profondeur pour ses déchets de faible et moyenne activité (DFMA), qui sont situés à proximité des installations qui produisent ces déchets, ce qui élimine les problèmes de transport. La Finlande construit également un DGP pour son combustible irradié. En Suède, les déchets de très faible activité sont entreposés dans des sites locaux à faible profondeur. Un site a été choisi pour l'établissement d'un DGP de combustible irradié, et un troisième DGP pour les DMA est en cours de planification.

La petite municipalité rurale d'Östhammar a l'expérience unique d'avoir trois réacteurs en exploitation sur sa côte de la mer Baltique et des dépôts de déchets de faible et moyenne activité mis en service il y a 25 ans. En octobre 2020, le conseil municipal a approuvé la demande de l'industrie de pouvoir y établir un dépôt de déchets de haute activité. Les raisons de la réussite des processus locaux sont les suivantes : le volontariat, les connaissances et la sensibilisation; l'ouverture et la transparence; le financement; et des rôles clairement définis. Il est important de préciser qu'aucun fonds municipal n'a été utilisé lors de ces processus de concertation, dont les dépenses ont toutes été couvertes par l'industrie. Il était également important de s'assurer que les routes restent libres. « Prendre le temps d'établir un climat de confiance » est une considération importante, surtout lorsqu'il s'agit de faire participer les ONG au dialogue. Les citoyens n'ont soulevé aucune préoccupation concernant la nature souterraine (sous la mer Baltique) de site de déchets de Forsmark dans cette région.

L'expérience unique de la Suisse implique la nécessité d'avoir des conversations avec l'Allemagne, puisque son dépôt est proche de la frontière. Les installations en surface ont été discutées entre deux cultures très différentes : trouver un consensus est important dans la culture suisse, alors que les Allemands se concentrent l'aspect binaire de la prise de décision (être pour ou contre). En Suisse, il y a un processus de 10 ans, en trois étapes, qui se limite à trois régions. Alors qu'une solution en surface fonctionne actuellement, il faudra passer à un vote national d'ici la fin 2022. Le transfert des connaissances lorsque les rôles politiques changent et la participation des jeunes sont deux défis importants à relever pour de tels projets à long terme.

Le financement joue un rôle important dans la décision des collectivités d'accueillir ou non une installation, mais compte tenu de la petite taille de la Suisse, toutes les régions ont leur mot à dire et sont touchées. Un membre de l'auditoire a posé une question sur la façon de favoriser la participation des gens. Les réponses ont été les suivantes : être ouvert et transparent; indiquer clairement que le conseil est ouvert à tous les résultats; et mettre l'accent sur une approche de la « sûreté avant tout ».

Une autre question a été posée concernant le transport transfrontalier des déchets. La Suède importe beaucoup de déchets pour en fondre le métal ou les incinérer, mais elle n'autorise pas l'élimination des déchets radioactifs. La politique nationale de chaque pays est déterminante à cet égard : certains interdisent à la fois l'exportation et l'importation des déchets tout en autorisant le traitement, comme la Suède. Aucun organisme externe ne dicte la conduite à suivre dans ce domaine.



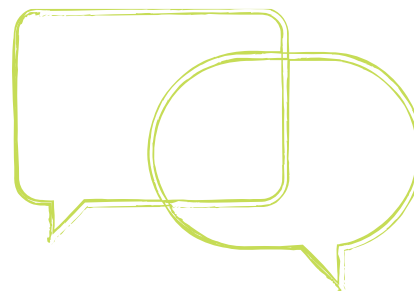
Un regard en arrière: leçons tirées de projets antérieurs

Objectif : se renseigner sur les projets de déchets radioactifs de grande envergure réalisés par le passé au Canada et à l'étranger, et sur les leçons tirées des échecs ou des retards de mise en oeuvre.

Modératrice : **Monica Gattinger**, directrice, Institut de recherche sur la science, la société et la politique publique, Université d'Ottawa.

Panélistes :

- **Allison MacFarlane**, directrice, École des politiques publiques et des affaires mondiales, Université de la Colombie-Britannique.
- **Kapil Aggarwal**, directeur de la gestion des déchets, région de l'Est et du DGP, Division de la gestion des déchets nucléaires, Ontario Power Generation (OPG)
- **Paul Jones**, ancien conseiller de la Première Nation non cédée des Chippewas de Nawash
- **James McKinney**, stratège en chef, gestion intégrée des déchets, Nuclear Decommissioning Authority.
- **John Weingart**, directeur adjoint de l'Eagleton Institute of Politics et auteur de *Waste is a Terrible Thing to Mind*.



Discussion:

L'un des défis communs évoqués par les panélistes résulte de la nature à long terme de leurs grands projets d'infrastructure respectifs : le changement de leadership politique, tant au niveau des gouvernements parlementaires qu'autochtones. Bien que tous les intervenants se soient accordés pour dire qu'il faut « engager le dialogue tôt et souvent », une certaine lassitude peut s'installer lorsqu'il faut renseigner de nouveaux représentants. De plus, la science et les faits sont importants dans ces conversations, mais ils ne remplacent pas un très long processus d'écoute et d'établissement d'une confiance mutuelle.

Dans les conversations multipartites concernant les échéanciers, il aurait été préférable de ne pas déterminer de calendrier d'étapes fixes avant les premières discussions. Lorsqu'on tente d'accélérer les processus et d'exiger la prise de votes avant d'avoir tenu les séances d'information nécessaires pour rendre les collectivités à l'aise, ces plans à long terme peuvent finalement s'effondrer.

Il est crucial de penser à l'élimination et au démantèlement dès le début d'un programme – on ne peut jamais penser trop loin; la réduction et le réacheminement des déchets sont extrêmement importants. La confiance peut se perdre si rapidement et si facilement; un dialogue précoce et le développement de la collectivité sont essentiels pour passer à l'étape suivante d'un projet.

En discutant de la perception des grands projets par le public, l'impression d'un manque de contrôle a été citée comme un facteur majeur dans la perception du risque. Par conséquent,



donner aux collectivités un haut degré de contrôle sur le processus réduit la peur. Si nous voulons tirer des enseignements des projets des années 1990 et 2000, nous devons garder à l'esprit l'évolution de notre société : l'énergie nucléaire est mieux acceptée dans le contexte des changements climatiques, Internet joue maintenant un rôle énorme dans la diffusion de l'information et la confiance dans les gouvernements est plus faible aujourd'hui que jamais.

D'autres facteurs de réussite cruciaux ont été recensés : un organisme de mise en oeuvre et de réglementation compétent et bien financé, des interlocuteurs de confiance de tous les côtés, la possibilité de se retirer, ainsi qu'un dédommagement et des examens techniques indépendants offerts aux collectivités.

Questions de l'auditoire relevées et réponses données :

- Plus d'informations sur la Nation ojibwée de Saugeen (NOS), ses traités et les déchets apportés sur le territoire au fil des ans. Il a été dit que, malgré la décision de ne pas aller de l'avant avec le projet DGP, les relations et les conversations entretenues par OPG avec la NOS sont toujours considérées comme une victoire. Les questions d'héritage n'ont pas été abordées au cours des discussions.
- L'exemple de la Suède d'un site de déchets nucléaires de haute activité résulte d'une entente fructueuse avec un hôte consentant. Il a été mentionné que la prise en considération d'exemples internationaux était utile pour se guider, mais que les promoteurs doivent se rappeler qu'il est crucial de penser localement pour bien adapter le processus de concertation.
- Il ne doit pas y avoir de perception de sacrifice pour les collectivités locales; il ne s'agit pas de répondre à un besoin sociétal.
- Comment éviter l'impression d'« acheter une collectivité » en offrant à l'avance des avantages économiques? En aidant la région dans son ensemble, celle-ci devrait en bénéficier davantage que d'autres, notamment par les emplois, les investissements et autres retombées que le projet générera.



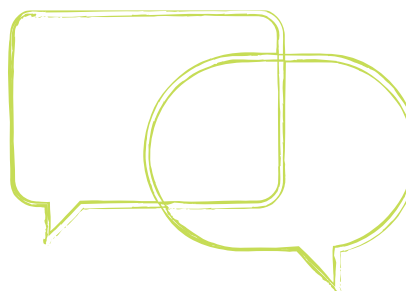
L'innovation dans la gestion des déchets

Objectif : s'informer sur les innovations actuelles et éventuelles dans le domaine de la gestion des déchets radioactifs.

Modérateur : **Bharath Nangia**, président-directeur général, Nuclear Promise X

Panélistes :

- **Carla Carmichael**, vice-présidente, stratégie de déclasserement nucléaire, Ontario Power Generation (OPG)
- **Brian Ikeda**, professeur agrégé, Faculté des systèmes énergétiques et des sciences nucléaires, Université Ontario Tech
- **Alastair MacDonald**, vice-président, surveillance du déclasserement et de la gestion des déchets, Énergie atomique du Canada limitée (EACL)
- **Jeff Richardson**, directeur de l'exploitation, Energy Solutions



Discussion:

L'innovation est un thème approprié de discussion dans le cadre de ce sommet, puisque « la cadence actuelle de l'innovation n'a jamais été aussi rapide et la cadence future ne sera plus jamais aussi lente que maintenant ». De la sûreté aux isotopes médicaux, en passant par les nouvelles découvertes, il y a beaucoup de choses à attendre de cette industrie.

Le sujet le plus important dans le domaine de la gestion innovante des déchets est la collaboration. OPG souhaite mettre en oeuvre de nouvelles technologies grâce à l'innovation, ce qui est essentiel pour réussir. Le Centre for Canadian Nuclear Sustainability a été fondé avec l'objectif d'assurer la sûreté du déclasserement prochain du site de Pickering. Il recherche et met au point de nouvelles solutions principalement axées sur la réduction de l'empreinte environnementale. Un exemple récent de collaboration souhaitée par OPG est le projet de Moltex Energy, qui vise à recycler le combustible irradié des réacteurs CANDU pour préparer un nouveau combustible qui sera utilisé dans des modèles de réacteurs avancés, ce qui permettra de réduire les coûts globaux. De nombreux partenariats ont également été conclus avec des établissements postsecondaires et d'autres industries.

La société Energy Solutions, basée dans l'Utah, innove en emballant, transportant, traitant et éliminant en toute sûreté des matières radioactives d'anciens sites, de centrales électriques, d'installations de recherche, etc. Elle a mis au point des équipements de grande capacité pour le transport des matières par train et par camion. Elle emballe des formes de déchets solides et stables provenant de sources nationales et étrangères.

La société d'État fédérale EACL estime que les solutions novatrices constituent un élément essentiel de ses responsabilités en matière de déclasserement et de son mandat visant à favoriser la science et la technologie nucléaires dans leur ensemble. Les sites de Port Hope et de Port Granby pour les déchets de faible activité innovent sur le plan de la ségrégation des matériaux et utilisent des technologies de réduction du volume, comme le compactage,



la décontamination au laser et la fusion des métaux ou d'autres solutions de fournisseurs commerciaux. On s'attend à ce que la Stratégie intégrée pour les déchets radioactifs aide à tracer la voie à suivre pour EACL, principalement pour les déchets de faible activité. Réduire les risques et éviter les manipulations futures sont deux objectifs clés de l'innovation. Il est toujours préférable de faire quelques progrès en matière de déclasser et d'assainissement de l'environnement que de ne rien faire.

L'Université Ontario Tech, la plus jeune université de la province, inculque l'importance de l'innovation à ses étudiants et s'est elle-même engagée à soutenir l'innovation. Le campus compte un certain nombre de simulateurs de réacteurs où les étudiants de premier et deuxième cycles de même que le personnel de l'industrie peuvent être formés. Il y a une soufflerie que les étudiants en lutte contre les incendies utilisent pour tester les opérations de sauvetage, que les étudiants en biocinétique utilisent pour surveiller la réaction du corps aux éléments et que les créateurs de jeux de RV utilisent pour étudier les conditions extrêmes. L'espace Brilliant Catalyst est précisément destiné au travail d'innovation à l'OTU. Les étudiants peuvent y démarrer de nouvelles entreprises et cette installation offre des connexions et un réseau aux partenaires, aux membres du corps enseignant et aux étudiants pour collaborer sur des idées.

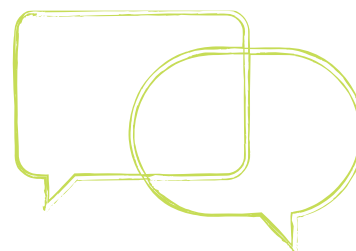
Une discussion s'est engagée sur la distinction entre l'innovation sur les déchets et l'innovation au projet dans son ensemble. Il est facile, lors de la conception, de la construction, de l'exploitation et de l'entretien des équipements d'oublier qu'ils seront un jour déclassés et qu'ils constitueront tous des déchets radioactifs. La façon de penser les équipements doit changer – il faut anticiper la décontamination, le démantèlement et le déclasser d'une installation dès le départ. Un membre de l'auditoire a demandé s'il était possible de contacter l'OTU pour prendre contact avec le centre Brilliant Catalyst : les idées de l'industrie doivent être plus pertinentes pour susciter une collaboration avec le monde universitaire en général, et un meilleur effort de relations publiques doit être fait, où des personnes indépendantes et objectives du monde universitaire aident à améliorer la réputation de l'industrie en général.



Séance de cloture

Objectif : récapituler la vue d'ensemble et résumer « ce que nous avons entendu » au cours du sommet.

- **Sam Bradd**, fondateur, Drawing Change, et preneur de notes graphiques numériques pour ce sommet
- **Karine Glenn**, directrice de projet stratégique, Société de gestion des déchets nucléaires



Sam Bradd a présenté aux participants les illustrations que lui et sa collègue Annalee Kornelsen (preneuse de notes graphiques numériques de langue française) ont réalisées au cours du sommet, ainsi que les principaux thèmes et messages qui en sont ressortis, en commençant par l'aînée Imelda Perley, qui nous a ancrés dans la terre et l'enseignement des sept générations qui nous relient tous. Les remarques de Laurie Swami nous ont encouragés à trouver ensemble une solution proprement canadienne pour la Stratégie intégrée pour les déchets radioactifs.

Toute approche destinée à la gestion sûre des déchets radioactifs doit être adaptée aux besoins des collectivités hôtes et refléter les quatre thèmes clés du sondage public réalisé par la SGDN, soit : la sûreté, les solutions de rechange, l'avenir de la technologie nucléaire et le transport. La minimisation des impacts environnementaux, la nécessité du transport, le manque de transparence, l'éloignement des agglomérations urbaines et l'impact sur les générations futures ont été les principales priorités des répondants au sondage et ont été abordés dans les discussions.

La vision de l'avenir présentée par Leah Zaidi a été examinée. Ses quatre scénarios, la continuité, un monde de discipline, l'effondrement et la transformation, nous ont aidés à nous imaginer de diverses manières dans 100 ou 10 000 ans. Quelles stratégies resteront valables pour la gestion des déchets quel que soit le scénario futur? Analyser nos paradigmes et nous préparer à l'inattendu est un conseil qui s'applique à toute stratégie examinée.

Lorsqu'on leur a demandé de valider les principes, les groupes réduits ont souligné leur volonté de ne pas réinventer la roue, de maximiser dorénavant l'efficacité et de faire du Canada un chef de file mondial dans ce domaine. Les principes directeurs ont été présentés visuellement dans les deux langues à l'intérieur d'un cercle pour souligner qu'aucun n'est plus important que les autres.

Le deuxième jour, l'aîné Fred Kelly a suggéré que nous nous tournions vers les quatre directions et éléments pour entreprendre notre travail sur des bases solides. Les panélistes de « Mino-bimaadiziwin : vivre une bonne vie » ont exprimé une vision holistique du monde, où l'inégalité structurelle entre deux groupes a conduit à une minimisation des connaissances traditionnelles. En passant des consultations symboliques à l'obtention du consentement par des échanges véritables avec la collectivité et les dirigeants locaux, plus de choses sont possibles. Comment orienter la politique énergétique pour que les peuples autochtones en bénéficient dans cadre de respect réciproque? Les éléments clés sont le renforcement des capacités, la mise à disposition de ressources, la création de comités consultatifs et techniques, l'établissement d'équipes solides chargées des relations avec les



Autochtones et la recherche de moyens tangibles de mettre en commun les connaissances et favoriser un consentement éclairé. Il est également important de réserver du temps pour les cérémonies.

Les collectivités hôtes se sont engagées à créer un espace pour les tenants de tous les points de vue, à prendre des décisions fondées sur les meilleures données scientifiques et à veiller à ce que leurs résidents comprennent bien les enjeux. « Il est plus facile d’effrayer les gens; il est beaucoup plus difficile de les rassurer » et « Nous aimons notre lac » sont deux citations qui ont été marquantes.

La séance francophone a demandé « quelle peut être la contribution de cette communauté à cette conversation ». Elle a également souligné que la consultation et le consentement sont essentiels.

Trouver un terrain d’entente entre les parties prenantes du troisième secteur a mis en évidence quatre types de concertation axés respectivement sur la communication et la sensibilisation, la réglementation, l’économie ainsi que la collectivité. Toutes ces interventions doivent être précoces, substantielles et s’adresser à des groupes véritablement représentatifs. Encore une fois, aucune approche universelle n’est possible dans ce domaine. Les partenaires étrangers et les membres du panel « Leçons apprises » partageaient des valeurs semblables. Le thème du « cheminement » vers la gestion des déchets a été évoqué à plusieurs reprises, ainsi que la réflexion qui doit être apportée au déclassement futur au regard de l’établissement de nouveaux sites. Il faut reconnaître que le consentement à long terme doit être cultivé « tôt et régulièrement », en particulier avec les collectivités autochtones, qui peuvent être habilitées, bien informées et libres de participer ou de se retirer.

Veillez noter que toutes les illustrations seront disponibles sur plandechetsradioactifs.ca et sur le compte Twitter @PlnDechetsRad. Un rapport comparatif international détaillé et approfondi sur les options en matière de DFA et de DMA est également affiché (avec un résumé en français) sur le site. Karine Glenn a remercié les participants d’avoir fait part de leurs points de vue et a brièvement décrit les différents types d’organisations qui ont participé au sommet et les sujets abordés. « En nous écoutant les uns les autres, nous avons trouvé des terrains d’entente, et nous comprenons mieux pourquoi nos points de vue peuvent différer » Nous pouvons tirer des enseignements des grands projets réalisés précédemment au Canada et à l’étranger. Les commentaires des participants constituent l’épine dorsale du sommet et seront un élément clé du rapport.



Prière de clôture

- **Fred Kelly**, aîné, Ojibwés d'Onigaming

L'aîné Fred Kelly a remercié toutes les personnes qui ont participé au sommet et a reconnu le rôle important joué par Karine Glenn et les organisateurs pour accueillir les participants et guider les conversations tout au long de ces trois journées. Bob Watts et le Conseil des aînés et des jeunes de la SGDN ont été félicités pour leur leadership et leur engagement à faire participer les Autochtones en intégrant le savoir traditionnel. Les commentaires antérieurs de Paul Jones sur le panel « Leçons apprises » sur le projet de DGP d'OPG et la conférence principale de Jean Paul Gladu ont été cités pour les facteurs essentiels à large participation des gens qu'ils relevaient. De plus, Phil Fontaine, avec sa longue et vaste expérience en tant que représentant des Autochtones, a été mentionné comme une voix importante pendant le Sommet et au-delà de celui-ci.

Les lois traditionnelles doivent être affirmées, reconnues et admises comme des lois vivantes, au même titre que les traités. Par exemple, les cérémonies font partie du large domaine de la science et du droit; elles ne sont pas segmentées du point de vue des Autochtones. « Ma conclusion n'est pas une conclusion. Disons-nous « Giga-waabamin minawaa – nous nous retrouverons plus tard... Ici, sur l'île de la Tortue, nous nous tournons vers notre terre commune pour trouver un terrain d'entente ».



Annexe – Ateliers

Aperçu du processus de discussion en ateliers

Le Sommet sur la SIDR a proposé aux participants deux séances d'ateliers en groupes réduits qui ont permis de mener des discussions approfondies et d'échanger un éventail d'opinions et de points de vue. La première séance a eu lieu le premier jour du sommet (le 30 mars 2021) et la seconde a été tenue le deuxième jour (le 31 mars 2021).

Les objectifs des ateliers en groupes réduits étaient les suivants :

1. Inviter les participants à engager un large dialogue dirigé en vue d'élaborer une stratégie intégrée de gestion des déchets radioactifs canadiens.
2. Faire en sorte, dans la mesure du possible, qu'un large éventail de points de vue soit pris en considération dès le début pour aider à orienter la stratégie.
3. Déterminer les principes directeurs et les objectifs de la stratégie, ainsi que les questions et les enjeux clés qui devront être abordés.

Aperçu de la première séance d'ateliers

Karine Glenn, directrice de projet stratégique à la SGDN, a établi le contexte de cette séance. Lors de ses conversations avec des citoyens sur la gestion à long terme du combustible nucléaire irradié, la SGDN a entendu dire que la planification à long terme devrait être fondée sur des principes et des objectifs qui reflètent les priorités et les sensibilités des citoyens. Cet impératif est dû à la nature dangereuse des déchets et au fait que les décisions que nous prenons aujourd'hui affecteront de nombreuses générations à venir. Cette séance a été conçue pour inviter les participants à réfléchir aux principes directeurs qui devraient servir de fondement ou de point de départ à l'élaboration de la stratégie intégrée. Avec l'aide d'un modérateur et d'un preneur de notes, les participants ont été encouragés à considérer une liste de principes qui pourraient servir de point de départ à l'élaboration de la stratégie. Pendant les séances en groupes réduits, les modérateurs pouvaient de nouveau présenter les **11 principes** (résumés) avec la fonction clavardage de la plateforme ainsi que les verbaliser. Les modérateurs ont également reçu de la documentation préparatoire sur les principes. Veuillez consulter l'annexe pour consulter le texte intégral des principes.

Les 11 principes

La stratégie...

- ...doit faire en sorte que **l'environnement** soit protégé...
- ...doit avoir la **sûreté** comme principe **primordial**...
- ...doit être élaborée et mise en oeuvre de manière à **respecter ou à surpasser** les **exigences** réglementaires...
- ...doit s'appuyer sur les **meilleures connaissances disponibles**...
- ...doit garantir la **sécurité** des installations, des matériaux, des infrastructures et de l'information...
- ...doit être élaborée de manière **transparente**...
- ...doit respecter les **droits** et les traités des **Autochtones**...
- ...doit être élaborée d'une manière qui **informe** et qui favorise la **participation** du public...
- ...doit intégrer le **savoir autochtone et traditionnel**...
- ...doit être élaboré et mis en oeuvre de manière **responsable sur le plan financier**...
- ...doit, dans la mesure du possible, tirer parti des **projets existants**.

Les animateurs de la première séance étaient des modérateurs neutres pour les discussions et comprenaient les professionnels suivants :

- Neegann Aaswaakshin, vice-présidente et associée, Ouest du Canada, First Peoples Group Inc.



- Manvi Bhalla, présidente et cofondatrice, Shake up the Establishment
- Chef Ian Campbell, conseiller élu, Nation Squamish, membre du conseil d'administration, MST Development Corporation (MST)
- Lisa Deguire, consultante principale, O Consulting
- Angela Donnelly, associée principale, Legitimate Leadership
- Aarisha Elvi Haider, responsable de l'équipe politique, Shake up the Establishment.
- Kathy Kaye, spécialiste du changement de comportement, coach en leadership, Lucentia Coaching
- Nahla Kor, propriétaire, Kor Capabilities Consulting
- Valery Navarrete, stratège, conteuse et bâtisseuse de communautés
- Rob Woods, président-directeur général, Moosomin Economic Development Ltd.

Aperçu de la deuxième séance d'ateliers

Karine Glenn a également défini le contexte de cette séance. Les participants au sommet ont été invités à réfléchir à la grande diversité des voix et des points de vue qu'ils ont entendus au cours du sommet. L'objectif de la séance était d'identifier les points de convergence sur lesquels l'élaboration de la stratégie intégrée pour les déchets radioactifs pourrait s'appuyer, et de comprendre les principaux points de divergence qui devraient être résolus.

Les animateurs de la deuxième séance de discussion étaient les suivants :

- Manvi Bhalla, présidente et cofondatrice, Shake up the Establishment
- Lisa Deguire, consultante principale, O Consulting
- Angela Donnelly, associée principale, Legitimate Leadership
- Kathy Kaye, spécialiste du changement de comportement, coach en leadership, Lucentia Coaching
- Nahla Kor, propriétaire, Kor Capabilities Consulting
- Valery Navarrete, stratège, conteuse et bâtisseuse de communautés
- Rob Woods, président-directeur général, Moosomin Economic Development Ltd.

Thèmes des ateliers – Ce que nous avons entendu

Voici les principales conclusions tirées et les principaux messages reçus au cours des deux séances d'ateliers, qui ont été conçues de manière à s'enchaîner.

Dans l'ensemble, les participants ont noté que les 11 principes proposés par la SGDN allaient dans la bonne direction.

Bien que les choses progressent, les participants ont souligné plusieurs domaines et lacunes prioritaires qui devraient être pris en compte dans l'élaboration de la stratégie.

Première conclusion principale : éducation et concertation publique



De nombreux participants aux séances de discussion ont souligné l'importance qui doit être accordée à l'éducation et à la concertation publique pendant l'élaboration de la stratégie. Ils ont convenu qu'il y a du travail à faire dans ce domaine et que l'éducation est essentielle à la réussite.

Éducation des jeunes. Au cours de toutes les séances, l'éducation des jeunes Canadiens a été reconnue comme une priorité. Les participants ont noté qu'il faut adopter une optique multigénérationnelle lorsqu'on réfléchit à l'avenir des déchets nucléaires au Canada et aux personnes qui en seront responsables. Il a été souligné qu'il est important de faire participer ce groupe démographique non seulement pour l'informer sur les déchets nucléaires, mais aussi pour envisager les types de carrières qui seront nécessaires dans le futur et qui offriront de l'emploi. Nous devons comprendre comment nous allons préparer ces jeunes à devenir des traducteurs de connaissances pour les générations futures.

Il a été expliqué que les jeunes Canadiens doivent avoir plus d'occasions de s'informer sur les principes qui ont été adoptés et sur les décisions qui ont été prises concernant les déchets nucléaires et leur gestion, et ce, dès leur plus jeune âge. En parlant du dépôt, il a été mentionné que les prochaines générations seront celles qui seront au premier plan lorsque le dépôt sera en exploitation. L'éducation dès le plus jeune âge est importante pour déboulonner les mythes et les idées fausses qui entourent l'énergie et les déchets nucléaires, et pour améliorer la connaissance de ces sujets complexes.

Éducation du grand public. Les participants ont également convenu de la nécessité de mieux informer le grand public sur les déchets nucléaires ainsi que sur les sujets et questions connexes. Selon leur perception, il y aurait un manque d'informations claires et crédibles concernant l'utilisation, le stockage, les déchets et le combustible nucléaires, entre autres sujets qui devraient être comblés. La nécessité de mieux informer le public sur la technologie nucléaire est un autre point qui a été soulevé au cours de la discussion.

On a fait remarquer que l'éducation du grand public aidera à dissiper les perceptions erronées et les préoccupations au cours du processus de concertation, notamment au regard de la dispersion des déchets nucléaires dans les lacs et la sûreté du transport. Lorsque des efforts sont faits pour communiquer et éduquer d'une manière qui rejoint le grand public, les barrières commencent à tomber et la confiance peut s'établir.

Éducation des collectivités. Une autre considération soulevée au cours des discussions est que l'éducation des collectivités doit être adaptée et ciblée. Certaines collectivités sont situées à proximité de centrales nucléaires. Les centrales et leurs fonctions leur sont donc plus familières. D'autres collectivités n'ont jamais été exposées aux centrales nucléaires. Différents niveaux d'éducation pourraient être nécessaires pour cette raison.

Certains participants ont également suggéré de trouver des moyens de créer des façons d'établir une voie de liaison qui permettrait aux gens de la collectivité de poser des questions à des experts sur ces enjeux complexes. Cela permettrait de dissiper les inquiétudes et la désinformation.

Savoir autochtone. Les ateliers ont mis l'accent sur le savoir autochtone et les participants ont convenu qu'il faudrait accorder une plus grande priorité à ce sujet. Ils ont souligné l'importance de comprendre que les Autochtones n'ont pas tous les mêmes points de vue. Ils ont chacun des expériences et des opinions uniques et précieuses qui devraient être



respectées, prises en compte et intégrées, non seulement après que des options ont été décidées, mais aussi pendant l'élaboration de ces options.

La relation entre la SGDN et les groupes et collectivités autochtones a considérablement progressé. Les participants ont clairement indiqué que ces relations doivent continuer d'être édifiées et entretenues. Il est important d'investir du temps dans ces relations pour que ces types de partenariats s'épanouissent vraiment. Un groupe a fait remarquer qu'à une certaine époque, les détenteurs du savoir autochtone et les scientifiques ne se comprenaient pas, mais que de nombreux progrès ont été réalisés pour que la communauté scientifique accepte et comprenne les collectivités autochtones lorsqu'elles expliquent que la terre et l'eau ont un esprit et sont sacrées. Cela peut éclairer l'analyse scientifique qui sous-tend la gestion des déchets.

Le savoir traditionnel autochtone doit rester une priorité, et des occasions devraient être offertes d'améliorer la prise de décision en intégrant les connaissances et les points de vue traditionnels. Des participants ont souligné que les discussions sur l'établissement et le maintien de relations avec les collectivités autochtones et sur l'intégration de leurs points de vue doivent se traduire par des mesures concrètes. Ces mesures doivent être durables et non de la poudre aux yeux.

Il a également été souligné que nous devons reconnaître la discrimination à l'égard des Autochtones, en particulier au cours de ce processus. Le Canada doit faire la transition vers une ère où nous ne traiterons plus les Autochtones comme de simples parties prenantes sur leurs propres terres. Ils sont détenteurs de titres de propriété et doivent être impliqués dans cette analyse technique, car elle peut avoir des effets négatifs sur leurs territoires traditionnels.

D'autres réflexions importantes sur le savoir autochtone ont été exprimées, dont les suivantes :

- Les jeunes Autochtones devraient participer davantage à ce processus.
- Une optique régionale devrait être appliquée à ce processus. Ceux qui sont directement touchés devraient participer de près et dès le début du processus.
- Les possibilités de concertation ne sont pas toujours uniformes à tous les niveaux. Nous avons besoin de programmes de concertation plus robustes pour nous assurer que les points de vue sont entendus, notamment ceux des collectivités des Premières Nations et des Métis.

Ne pas réinventer la roue. Plusieurs participants ont expliqué que la SGDN devrait s'inspirer d'autres projets réalisés au Canada et à l'étranger pour dégager les pratiques exemplaires et les efforts fructueux qui pourraient être appliqués à l'élaboration de la stratégie. Le Canada devrait utiliser les meilleures technologies disponibles. Il est important de tirer des leçons des échecs passés, car ils peuvent aider à façonner une stratégie efficace et réfléchie. Il a été noté que le Canada doit intensifier la recherche-développement afin de devenir un chef de file mondial dans le domaine.



Deuxième conclusion principale : communication et langage

En général, le concept de la « communication » a été important pour les participants aux séances de discussion. Les participants ont souligné la nécessité de communications claires et inclusives qui démontrent un sentiment d'urgence et fournissent un contexte supplémentaire. Un engagement envers la communication augmentera la confiance et la transparence.

Communication adaptée aux collectivités. De nombreux participants ont insisté sur la nécessité d'une communication claire et percutante et sur la manière de communiquer pour susciter la confiance et améliorer la transparence de l'organisation. Tout au long des conversations, il a été noté que le public devrait se sentir habilité par les connaissances qu'il reçoit. Il est important que les collectivités soient informées lorsqu'elles communiquent leurs opinions, leurs points de vue et leurs perspectives.

La compréhension du rôle des collectivités et de la manière de transmettre efficacement les messages à ces collectivités a également été considérée comme un domaine sur lequel il faut se concentrer. Les participants ont posé les questions suivantes : *quel est le rôle des collectivités hôtes? Comment doivent-elles être soutenues? Comment les informations vont-elles leur être communiquées?* Il est certain que ces informations doivent être partagées d'une manière claire et accessible.

Le fait de partager ces informations avec les collectivités d'une manière qui les touche contribuera à instaurer la confiance et un bon niveau de transparence, deux éléments nécessaires à l'élaboration d'une stratégie fructueuse et qui a du sens. Les participants ont indiqué que chaque collectivité et municipalité doit être reconnue comme une partie prenante distincte et qu'il faudra donc adopter pour chacune un programme de concertation et de communication qui lui est adapté.

Communiquer l'urgence. Les participants ont expliqué que les communications actuelles n'expriment peut-être pas le bon degré d'urgence en raison du langage utilisé. Certains participants ont noté que le langage actuel est trop « faible » et doit être reformulé pour qu'il reflète la gravité de ces enjeux.

Langage inclusif. Lors de l'élaboration des messages clés et des informations à transmettre aux divers publics, il est important que le langage de ces communications soit accessible et facile à suivre. Les participants ont souligné que, lorsqu'il s'agit de parler des déchets nucléaires, on utilise actuellement beaucoup de terminologie technique et de jargon. Cela peut constituer un obstacle et entraîner une confusion dans les messages clés et les appels à l'action. L'utilisation d'un langage plus inclusif et plus simple aurait un plus grand impact auprès d'un public plus large.

Les textes en français doivent également être inclusifs et ne pas être une simple traduction du contenu anglais. Certains participants francophones ont expliqué que le contenu français peut parfois sembler être une traduction de l'anglais et que le contexte peut être manqué ou ne pas être communiqué correctement. Il est essentiel de créer des documents bilingues réellement inclusifs.

Contexte supplémentaire. Certains participants ont mentionné que, bien que les principes directeurs aillent dans la bonne direction, il leur manque un contexte supplémentaire qui pourrait les rendre plus tangibles. Il a été recommandé d'ajouter un contexte supplémentaire aux principes pour les rendre plus concrets. Par exemple, *qu'est-ce que cela signifie que d'intégrer les droits des Autochtones? Que signifie le respect de l'environnement?* Les



participants ont déclaré qu'il serait nécessaire de creuser davantage les sujets pour apporter cette clarté.

Troisième conclusion principale : la sûreté est primordiale

Un autre thème qui est ressorti des discussions est l'importance de la sûreté par rapport à la santé, aux collectivités et à l'environnement. De nombreux participants ont souligné que la sûreté devait être le principal élément à prendre en considération dans l'élaboration de la stratégie.

Il a été noté que lors de l'élaboration de la stratégie, nous devons garder à l'esprit que la Terre et l'environnement doivent être protégés et préservés pour les générations à venir. Les participants ont également expliqué l'importance de la protection des collectivités locales et plus larges qui participent au processus.

Quatrième conclusion principale : durabilité et environnement

La durabilité a également fait l'objet de discussions au cours des ateliers, notamment en ce qui concerne la minimisation de l'empreinte carbone et du fardeau environnemental pour les années à venir. Il sera dorénavant important de maximiser l'efficacité et de faire en sorte que l'industrie agisse de manière plus durable. Par exemple, quelques participants ont soulevé la possibilité de réutiliser le combustible. L'industrie devrait chercher des moyens de réutiliser les déchets actuels.

Cinquième conclusion principale : une stratégie par et pour les Canadiens

Globalement, au cours des ateliers, les participants ont clairement indiqué que cette stratégie devra être créée par et pour les Canadiens et que cette dimension est essentielle pour que la stratégie soit acceptée par la population. Il est important que divers groupes, comme les collectivités autochtones, les experts techniques et scientifiques, les universitaires, les collectivités hôtes et les municipalités environnantes, puissent se faire entendre au cours du processus de concertation. Une stratégie inclusive reflétera les volontés de la population.



Annexe – Mini-sondages en direct

Au cours du Sommet, la SGDN a voulu donner aux participants diverses façons de faire part de leurs idées – en posant des questions aux intervenants, en prenant part à des ateliers de discussion et en répondant en direct à des mini-sondages sur la plateforme en ligne du sommet. Prendre ainsi le pouls des participants enrichit cette recherche et permet à la SGDN de recueillir l’avis des participants en temps réel.

Les questions posées en direct lors des événements ont permis aux participants de communiquer leurs sentiments, leurs réactions et commentaires. Au cours des trois journées du sommet, les participants ont été interrogés à l’aide de l’outil de sondage en direct de la plateforme sur les raisons de leur participation et sur leurs perceptions concernant les efforts de concertation de la SGDN pour l’élaboration de la stratégie. La participation était volontaire, ce qui explique pourquoi le nombre de réponses a fluctué au cours des trois journées.

Questions des mini-sondages

1. Qu’est-ce qui vous a amené ici? Qu’espérez-vous retirer du sommet? (Sélectionnez toutes les réponses qui s’appliquent)
 - a. Pour en savoir plus sur les enjeux
 - b. Pour apprendre comment la stratégie sera élaborée
 - c. Pour apporter mon point de vue ou celui de mon organisation
 - d. Pour comprendre/entendre d’autres points de vue
 - e. Pour comprendre comment mon organisation pourrait participer au processus au cours des prochains mois.
 - f. Autre (veuillez préciser)
2. Comment devrions-nous chercher à faire participer les Canadiens et les Autochtones au cours des prochains mois afin de comprendre leurs points de vue et leurs perspectives?
3. De quoi devrions-nous nous assurer?
4. Que devons-nous éviter?
5. Ce sommet est le point de départ de notre programme de concertation avec les Canadiens et les Autochtones. Comment pouvons-nous continuer de vous impliquer et de vous fournir des mises à jour sur les futures activités de concertation et sur ce qui nous est dit dans le cadre de ce processus? (Sélectionnez toutes les réponses qui s’appliquent)
 - a. Communication directe (p. ex. des mises à jour par courriel, des bulletins d’information)
 - b. Invitations à des événements
 - c. Mises à jour vidéo
 - d. Infographies résumant les résultats et d’autres informations
 - e. Rapports détaillés
 - f. Autres (veuillez préciser)



Résultats

Les constatations générales ont été les suivantes :

Les participants sont venus au sommet pour comprendre/entendre d'autres points de vue (28 %), pour comprendre comment eux-mêmes ou leur organisation pourraient participer au cours des prochains mois (25 %), pour apprendre comment la stratégie sera élaborée (24 %), pour se renseigner sur les enjeux (16 %) et pour faire valoir le point de vue de leur organisation (3 %).

En réponse aux questions ouvertes, les participants ont indiqué que la meilleure façon d'impliquer les Canadiens et les Autochtones serait de mettre en place un programme ouvert et transparent de participation et de sensibilisation du public. L'importance des communications faciles à comprendre et proactives s'est également dégagée comme thème à partir des réponses aux questions ouvertes.

Les participants souhaitent être informés des futures activités de concertation par le biais de communications directes (p. ex. des mises à jour par courriel, des bulletins d'information) (88 %), d'invitations à des événements (79 %), de rapports détaillés (58 %), d'infographies résumant les résultats et d'autres informations (52 %) et de mises à jour vidéo (42 %).



Annexe – Campagne promotionnelle – Médias sociaux

1. Objectifs de la campagne

Le **Sommet sur les déchets radioactifs canadiens** a marqué le coup d'envoi du processus de concertation entrepris pour aider à élaborer une stratégie intégrée de gestion des déchets. Il a été conçu pour offrir un espace commun sécurisant permettant à de multiples voix d'être entendues et de mettre les participants en relation de façons nouvelles et constructives. Il visait à présenter un éventail de voix et de perspectives sur les questions importantes que soulève l'élaboration d'une stratégie intégrée pour les déchets radioactifs canadiens.

Les intervenants représentaient les peuples autochtones, des organisations de la société civile, l'industrie, les fonctionnaires municipaux, les jeunes et des perspectives étrangères. L'événement était gratuit et ouvert à toute personne intéressée. Il ne s'agissait pas d'un événement technique; il visait plutôt à donner l'occasion aux participants, qui ne sont peut-être pas au courant de tous les enjeux, d'entendre un éventail de points de vue exprimant différentes considérations ainsi que de poser des questions et de participer à des séances de discussion en groupes réduits pour explorer ces sujets et faire part de leurs idées.

Pour garantir la réussite de l'événement, les différents publics devaient :

1. Être informés et se faire rappeler le processus de dialogue sur la SIDR et le Sommet.
2. Se sentir les bienvenus, pertinents et capables de participer au sommet.
3. Être rejoints en grand nombre et être accompagnés, lors de l'événement, par d'autres personnes intéressées avec lesquelles échanger et apprendre.

2. Méthodologie, paramètres et résultats

Comme il était important d'encourager une large participation, la SGDN a utilisé les médias sociaux et les bannières publicitaires numériques pour rejoindre davantage de publics pertinents afin de faire connaître le sommet et de susciter le plus grand nombre possible d'inscriptions.

Des actions directes ont été menées auprès des organisations autochtones nationales, des organisations autochtones régionales et des collectivités autochtones afin de les sensibiliser au sommet et de les inviter à y participer par le biais de bannières publicitaires et de courriers électroniques.

Pour encourager une large participation, la SGDN a eu recours à une promotion payante sur les chaînes de réseaux sociaux de la SIDR et a trouvé un équilibre entre ses chaînes de médias sociaux associées au projet (Facebook et Twitter) et les langues officielles (anglais/français).

Les publicités diffusées sur Twitter ont été diffusées et vues 139 818 fois au Canada. Un total de 119 157 impressions a été atteint dans le cadre de la campagne anglaise, et les publicités ont été cliquées vers le site Web dans 0,23 % des cas, ce qui est inférieur à ce à quoi on pourrait s'attendre pour des marques établies, mais excellent pour une marque qui démarre à froid et qui a peu d'adeptes.



Les publicités sur Facebook ont rejoint 143 148 personnes 243 201 fois, ce qui signifie que le public a vu les publicités en moyenne 1,7 fois. Les campagnes sur Facebook ont généré 5 500 visites sur les sites Web du projet, ce qui représente un taux de clics (CTR) de plus de 3 %.

À titre de comparaison, le taux de clics moyen des publicités Facebook est de 0,73 % pour l'éducation et de 1,04 % pour le contenu du secteur technologique.

3. Ce que cela signifie

Il y a un réel désir de participer à la discussion sur la SIDR. Plus de 500 personnes se sont inscrites pour 17 heures de programmation, de discussion et de conversation virtuelles organisées sur trois jours, à la fin d'un trimestre et dans un contexte de lassitude à l'égard des réunions Zoom au terme d'une année de confinement pandémique.

4. Actifs de la campagne

La SGDN a produit et diffusé un total de 36 créations pour la campagne publicitaire.

Voici quelques-unes des variantes publicitaires utilisées sur Facebook et Instagram, en anglais et en français :



Voici une bannière publicitaire créée en vue d'un placement payant sur des sites Web autochtones :



Annexe – 11 Principes : texte intégral utilisé lors de la séance de discussion

- **La sûreté doit être le principe cardinal** guidant l'élaboration et la mise en oeuvre de la stratégie. Aucune autre considération ne doit compromettre la sûreté.
- La stratégie doit **assurer la sécurité des installations, des matériaux, des infrastructures et des informations**.
- La stratégie doit **assurer la protection de l'environnement**, ce qui comprend la protection de l'air, de l'eau, du sol, de la faune et de l'habitat.
- La stratégie doit être élaborée et mise en oeuvre de manière **à satisfaire, voire à surpasser, les exigences réglementaires** en matière de santé, de sûreté, de protection des personnes et de l'environnement.
- La stratégie doit être **élaborée de manière transparente**. Le public pourra facilement consulter les informations utilisées pour son élaboration.
- La stratégie doit **s'appuyer sur les meilleures connaissances disponibles**, ce qui comprend les sciences fondamentales, les sciences sociales, le savoir local et les bonnes pratiques internationales.
- La stratégie doit **respecter les droits des autochtones et leurs traités** et prendre en considération toute revendication des peuples autochtones auprès du gouvernement fédéral qui n'a pas encore été résolue.
- La stratégie doit être **élaborée de manière à informer le public et à ouvrir un dialogue avec lui**. Il sera important de fournir proactivement des informations faciles à comprendre aux personnes les plus susceptibles d'être touchées par la mise en oeuvre de la stratégie. Il faudra écouter les questions et les préoccupations, en prendre acte et fournir des réponses.
- Dans la mesure du possible, la stratégie **devrait mettre à contribution les projets existants** de gestion à long terme des déchets nucléaires du Canada.
- La stratégie doit **être élaborée et mise en oeuvre selon un plan financier responsable** afin d'éviter que le coût des projets n'alourdisse le fardeau financier des consommateurs d'électricité, des contribuables et des générations futures.
- La stratégie **devrait prendre en compte le savoir autochtone et les connaissances traditionnelles**. Pour être robuste, elle doit en effet intégrer les connaissances traditionnelles et les modes de vie des Premières Nations, y compris la connaissance du territoire et de l'environnement. Elle doit également intégrer les valeurs et les principes favorisant le développement et le maintien de relations fructueuses et porteuses de sens.

Note : ces principes ont été révisés suite aux commentaires des participants.



